

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2228

25 août 2015

SOMMAIRE

Audus S.A.	106900	MNRE (Midsomer Norton Retail Estate) S.A.	106898
BAGAN S.A.	106904	Nehalux S.A.	106914
BGV Bayerische Grundvermögen III SICAV- FIS	106942	Oranje-Nassau Développement S.A., SICAR	106906
BlueNox S.à r.l.	106935	ProLogis UK III S.à r.l.	106900
Compagnie Cosmopolitaine de Finance S.A.	106900	ProLogis UK IV S.à r.l.	106901
Compagnie Cosmopolitaine de Finance S.A.	106902	ProLogis UK LV Sàrl	106899
Compagnie Cosmopolitaine de Finance S.A.	106902	RondoTrading S.A.	106902
DC Finance S.à r.l.	106903	Sazele S.A.	106901
Delphi Automotive Systems Luxembourg S.A.	106902	SELP (France) S.à r.l.	106899
Digital Luxembourg III S.à r.l.	106899	SELP (Germany and Benelux) S.à r.l.	106901
Digital Realty (Welwyn)	106901	SELP (Hamburg Pinkertweg) S.à r.l.	106902
Findim Group S.A.	106901	SELP (Hamburg Winsen) S.à r.l.	106903
Fondation du Grand-Duc Henri et de la Gran- de-Duchesse Maria Teresa	106904	Silverstein CEE Holdings S.à r.l.	106914
Kellner Group & Associés S.A.	106944	Société de Recyclage de matières inertes	106899
Lac Prop Co. A S.à r.l.	106915	Steinhäuser Investments, S.A.	106942
Les Trois Anges	106898	Stratego Trust	106944
Les Trois Anges	106898	Sustainable Energy One S.A.	106899
Les Trois Anges	106898	Sustainable Energy One S.A.	106900
Lucide Europe S.A.	106898	SustainWater S.à r.l.	106900
Luxmediahouse S.A.	106908	Synergie Holding	106903
Mat & Kam GmbH	106898	TVZ Broadcasting S.A.	106926
		Ullink S.à r.l.	106903
		Vis Europe Finance S.à r.l. société de gestion de patrimoine familial	106911

Les Trois Anges, Société Anonyme.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 681, rue de Neudorf.
R.C.S. Luxembourg B 71.673.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015103159/9.
(150113019) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2015.

Les Trois Anges, Société Anonyme.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 681, rue de Neudorf.
R.C.S. Luxembourg B 71.673.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015103160/9.
(150113020) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2015.

Les Trois Anges, Société Anonyme.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 681, rue de Neudorf.
R.C.S. Luxembourg B 71.673.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015103161/9.
(150113022) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2015.

Lucide Europe S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2714 Luxembourg, 6-12, rue du Fort Wallis.
R.C.S. Luxembourg B 93.809.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015103176/9.
(150112935) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2015.

Mat & Kam GmbH, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 8-10, avenue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 108.616.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015103215/9.
(150113308) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2015.

MNRE (Midsomer Norton Retail Estate) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 35, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 177.051.

Les comptes annuels au 32 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015103225/9.
(150113464) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2015.

ProLogis UK LV Sarl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 34-38, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 81.223.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015103283/9.

(150112440) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2015.

RECYMA, Société de Recyclage de matières inertes, Société Anonyme.

Siège social: L-1615 Luxembourg, 7, rue Alcide de Gasperi.

R.C.S. Luxembourg B 38.502.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015103378/10.

(150113110) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2015.

Sustainable Energy One S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 164.048.

Le bilan de la société au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Référence de publication: 2015103387/10.

(150113207) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2015.

Digital Luxembourg III S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 6, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 141.552.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15.06.2015.

TMF Luxembourg S.A.

Signatures

Référence de publication: 2015103797/12.

(150114086) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2015.

SELP (France) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.900,00.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 35-37, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 177.284.

Par résolutions signées en date du 16 juin 2015, le conseil de gérance a décidé de transférer le siège social de la Société du 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg au 35-37, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg avec effet au 30 juin 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 juin 2015.

Référence de publication: 2015103419/13.

(150113127) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2015.

ProLogis UK III S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 34-38, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 69.900.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015103286/9.

(150112452) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2015.

Sustainable Energy One S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 164.048.

Le bilan de la société au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Référence de publication: 2015103388/10.

(150113208) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2015.

SustainWater S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9906 Troisvierges, 6, rue Staedtgen.

R.C.S. Luxembourg B 156.105.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Diekirch, le 29/06/2015.

Signature.

Référence de publication: 2015103389/10.

(150112875) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2015.

Compagnie Cosmopolitaine de Finance S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 82.592.

Le bilan et l'annexe au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Un administrateur

Référence de publication: 2015103769/11.

(150113686) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2015.

Audus S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4018 Esch-sur-Alzette, 28, rue d'Audun.

R.C.S. Luxembourg B 69.151.

Suivant la loi du 28.07.2014 relative à l'immobilisation des actions et parts au porteur et à la tenue du registre des actions nominatives et du registre des actions au porteur, publiée au Mémorial A- N° 161 du 14 août 2014,

Le Conseil d'Administration décide de nommer:

la société «SOCIÉTÉ DE GESTION INTERNATIONALE S.à.r.l.», experts-comptables, située à L-4761 Pétange, 59 route de Luxembourg et inscrite au RCS sous le numéro B77.606, dépositaire des titres au porteur de la société.

Rafaele TALOTTA

Administrateur délégué

Référence de publication: 2015109130/14.

(150120118) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 juillet 2015.

ProLogis UK IV S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 34-38, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 69.901.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015103287/9.

(150112451) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2015.

Sazele S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1143 Luxembourg, 15, rue Astrid.

R.C.S. Luxembourg B 156.987.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour SAZELE S.A.

Référence de publication: 2015103394/10.

(150112777) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2015.

Findim Group S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1468 Luxembourg, 16, rue Erasme.

R.C.S. Luxembourg B 76.659.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 juin 2015.

Référence de publication: 2015103906/10.

(150114579) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2015.

Digital Realty (Welwyn), Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 6, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 125.239.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17.06.2015.

TMF Luxembourg S.A.

Signatures

Référence de publication: 2015103802/12.

(150113889) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2015.

SELP (Germany and Benelux) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 13.100,00.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 35-37, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 177.318.

Par résolutions signées en date du 16 juin 2015, le conseil de gérance a décidé de transférer le siège social de la Société du 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg au 35-37, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg avec effet au 30 juin 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 juin 2015.

Référence de publication: 2015103420/13.

(150113126) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2015.

Delphi Automotive Systems Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4940 Bascharage, avenue de Luxembourg.
R.C.S. Luxembourg B 16.758.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015103788/9.

(150113877) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2015.

Compagnie Cosmopolitaine de Finance S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.
R.C.S. Luxembourg B 82.592.

Le bilan et l'annexe au 31 décembre 2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la société
Un administrateur*

Référence de publication: 2015103771/11.

(150113688) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2015.

Compagnie Cosmopolitaine de Finance S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.
R.C.S. Luxembourg B 82.592.

Le bilan et l'annexe au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la société
Un administrateur*

Référence de publication: 2015103772/11.

(150113689) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2015.

RondoTrading S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5445 Schengen, 50, route du Vin.
R.C.S. Luxembourg B 173.245.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 1^{er} juillet 2015.

Référence de publication: 2015104262/10.

(150115193) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2015.

SELP (Hamburg Pinkertweg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.600,00.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 35-37, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 177.380.

Par résolutions signées en date du 16 juin 2015, le conseil de gérance a décidé de transférer le siège social de la Société du 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg au 35-37, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg avec effet au 30 juin 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 30 juin 2015.

Référence de publication: 2015103421/13.

(150113134) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2015.

Ullink S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 305.000,00.**

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.
R.C.S. Luxembourg B 184.513.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg.

Référence de publication: 2015103516/10.

(150113461) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2015.

DC Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 25.000,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 173.042.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 juin 2015.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2015103809/12.

(150113792) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2015.

SELP (Hamburg Winsen) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.700,00.**

Siège social: L-1931 Luxembourg, 35-37, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 177.314.

Par résolutions signées en date du 16 juin 2015, le conseil de gérance a décidé de transférer le siège social de la Société du 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg au 35-37, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg avec effet au 30 juin 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 juin 2015.

Référence de publication: 2015103422/13.

(150113157) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2015.

Synergie Holding, Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.
R.C.S. Luxembourg B 182.595.

EXTRAIT

L'associé unique, dans ses résolutions du 29 juin 2015, a renouvelé les mandats des gérants.

- Madame Stéphanie GRISIUS, Gérant, M. Phil. Finance B. Sc. Economics, 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg.

- Monsieur Laurent HEILIGER, Gérant, licencié en sciences commerciales et financières, 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg.

- Monsieur Henri BARANDE, Gérant, administrateur de sociétés, Le Rocher, CH-1071 Chexbres, Suisse.

Leurs mandats prendront fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes au 31 décembre 2020.

Luxembourg, le 29 juin 2015.

Pour SYNERGIE HOLDING

Société à responsabilité limitée

Référence de publication: 2015103391/18.

(150112431) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2015.

BAGAN S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8030 Strassen, 163, rue du Kiem.

R.C.S. Luxembourg B 182.129.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

BAGAN S.A.

Référence de publication: 2015104621/10.

(150115269) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juillet 2015.

Fondation du Grand-Duc Henri et de la Grande-Duchesse Maria Teresa, Fondation.

Siège social: L-1728 Luxembourg, 17, rue du Marché-aux-Herbes.

R.C.S. Luxembourg G 72.

*Comptes annuels au 31 décembre 2014**Bilan au 31 décembre 2014 (en EUR)*

ACTIF	Note(s)	31.12.2014	31.12.2013
A. Capital souscrit non versé			
I. Capital souscrit non appelé		0,00	0,00
II. Capital souscrit appelé et non versé		0,00	0,00
B. Frais d'établissement		0,00	0,00
C. Actif immobilisé			
I. Immobilisations incorporelles		0,00	0,00
II. Immobilisations corporelles	2	1.200,00	2.959,17
III. Immobilisations financières		0,00	0,00
Total Actif immobilisé		1.200,00	2.959,17
D. Actif circulant			
I. Stocks		0,00	0,00
II. Créances			
dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an	2;8	416.123,93	2.878,76
dont la durée résiduelle est supérieure à un an		0,00	0,00
III. Valeurs mobilières et autres instruments financiers		0,00	0,00
IV. Avoirs en banques, avoirs en compte de chèques postaux, chèques et en caisse		2.090.776,77	1.853.802,75
Total Actif circulant		2.506.900,70	1.856.681,51
E. Comptes de régularisation	2	1.502,51	1.515,20
TOTAL DE L'ACTIF		2.509.603,21	1.861.155,88
PASSIF			
A. Capitaux propres			
I. Capital souscrit	3	458.603,50	458.603,50
II. Primes d'émission ci primes assimilées	4	2.106.277,66	2.106.277,66
III. Réserves de réévaluation		0,00	0,00
IV. Réserves		0,00	0,00
V. Résultats reportés		(872.387,44)	(1.062.582,26)
VI. Résultat de l'exercice		646.786,86	190.194,82
VII. Acomptes sur dividendes		0,00	0,00
VIII. Subventions d'investissement en capital		0,00	0,00
IX. Plus-values immunisées		0,00	0,00
Total Capitaux propres		2.339.280,58	1.692.493,72
B. Dettes subordonnées	2;5		
dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an		0,00	0,00
dont la durée résiduelle est supérieure a un an		0,00	0,00
C. Provisions		0,00	0,00

D. Dettes non subordonnées	2		
dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an		12.560,88	10.900,41
dont la durée résiduelle est supérieure à un an		0,00	0,00
Total Dettes non subordonnées		<u>12.560,88</u>	<u>10.900,41</u>
E. Comptes de régularisation		157.761,75	157.761,75
TOTAL DU PASSIF		<u>2.509.603,21</u>	<u>1.861.155,88</u>

*Compte de profits et pertes pour l'exercice clos au 31 décembre 2014
(en EUR)*

A. CHARGES	Note(s)	Exercice clos au	Exercice clos au
		31.12.2014	31.12.2013
I. Charges brutes		0,00	0,00
3. Frais de personnel			
a) Salaires et traitements		127.074,88	122.384,77
b) Charges sociales couvrant les salaires et traitements		16.998,32	16.481,27
c) Pensions complémentaires		0,00	0,00
d) Autres charges sociales		0,00	0,00
4. Corrections de valeur			
a) sur frais d'établissement et sur immobilisations corporelles et incorporelles	2	1.759,17	9.897,01
b) sur éléments de l'actif circulant		0,00	0,00
5. Autres charges d'exploitation		371,08	478,48
6. Corrections de valeurs et ajustement de juste valeur sur immobilisations financières		0,00	0,00
7. Corrections de valeurs et ajustement de juste valeur sur éléments financiers de l'actif circulant Moins-values de cessions des valeurs mobilières		0,00	0,00
8. Intérêts et autres charges financières			
a) concernant des entreprises liées		0,00	0,00
b) autres intérêts et charges		0,00	0,21
9. Quote-part dans la perte des entreprises mises en équivalence		0,00	0,00
10. Charges exceptionnelles		0,00	353.633,48
11. Impôts sur le résultat		0,00	0,00
12. Autres impôts ne figurant pas sous le poste ci-dessus		0,00	0,00
13. Profit de l'exercice		<u>646.786,86</u>	<u>190.194,82</u>
TOTAL CHARGES		<u>792.990,31</u>	<u>693.070,04</u>
B. PRODUITS			
I. Produits bruts	2	785.782,70	20.251,01
4. Reprises de corrections de valeurs			
a) sur frais d'établissement et sur immobilisations corporelles et incorporelles		0,00	0,00
b) sur éléments de l'actif circulant		0,00	0,00
6. Produits des immobilisations financières			
a) provenant d'entreprises liées		0,00	0,00
b) autres produits de participations		0,00	0,00
7. Produits des éléments financiers de l'actif circulant			
a) provenant d'entreprises liées		0,00	0,00
b) autres produits		0,00	0,00
8. Autres intérêts et autres produits financiers			
a) provenant d'entreprises liées		0,00	0,00
b) autres intérêts et produits financiers		7.207,61	7.819,03
9. Quote-part dans le profil des entreprises mises en équivalence		0,00	0,00
10. Produits exceptionnels		0,00	665.000,00
13. Perte de l'exercice		<u>0,00</u>	<u>0,00</u>
TOTAL PRODUITS		<u>792.990,31</u>	<u>693.070,04</u>

Les notes figurant en annexe font partie intégrante des comptes annuels.

Budget prévisionnel 2015 (€)

Produits (recettes)	
Dons escomptés	550.000 1
Intérêts	7.000
Total recettes	557.000
Charges (dépenses)	
Objet social	275.961
Luxembourg	141.000
Volet «aide sociale»	
Aides financières	60.000
Conseil, Enquêtes	61.000 ²
Volet «intégration et inclusion»	20.000
Étranger	
Volet «Burundi»	134.961 3
Frais administratifs	130.000
Frais généraux	45.500 ⁴
Frais du personnel administratif	85.000
Total dépenses	406.461
Profit escompté	150.539

1 2^e tranche legs Schroeder (+/- 350,000) + Dons (+/- 200.000)

2 Salaire de l'assistante d'hygiène sociale

3 131.961 € (prévu dans Convention de collaboration pour 2015) + 3.000 € (frais pour 1 mission de terrain de 5 jours pour 1 personne)

4 Moyenne prise entre 2013 et 2014

Référence de publication: 2015108663/125.

(150118253) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2015.

Oranje-Nassau Développement S.A., SICAR, Société Anonyme sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-1142 Luxembourg, 5, rue Pierre d'Aspelt.

R.C.S. Luxembourg B 166.568.

L'an deux mille quinze, le seize juin.

Pardevant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster (Grand-Duché de Luxembourg),

A comparu:

Monsieur Jean-Yves HÉMERY, directeur de société, avec adresse professionnelle à Luxembourg, agissant en sa qualité de Délégué à la gestion journalière de "Oranje-Nassau Développement S.A., SICAR", (ci-après la «Société»), une société d'investissement en capital à risque constituée sous la forme d'une société anonyme et régie par le droit luxembourgeois, ayant son siège social au 5, rue Pierre d'Aspelt, L-1142 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 166 568, en vertu d'une résolution du Conseil d'administration de la Société prise en réunion en date du 5 mai 2015.

Une copie de l'extrait du procès-verbal de ladite réunion restera annexée au présent acte avec lequel elle sera soumise à la formalité de l'enregistrement.

Lequel comparant, agissant en ladite qualité, a requis le notaire soussigné de documenter les déclarations et constatations suivantes:

1. La Société a été constituée suivant acte reçu par Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg en date du 28 décembre 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 311 du 6 février 2012. Les statuts de la Société ont été modifiés en dernier lieu suivant acte reçu le 18 décembre 2014 par Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster (Grand-Duché de Luxembourg), publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 200 en date du 26 janvier 2015.

2. Le capital souscrit est fixé à trente millions trois cent soixante-dix-huit-mille quatre-vingt-cinq euros (EUR 30.378.085,-), représenté par:

a. un million huit cent soixante-dix-huit mille vingt (1.878.020) Actions de Catégorie A 5 et quatre cent soixante-neuf mille cinq cent cinq (469.505) Actions de Catégorie B 5 représentatives du Compartiment «Oranje-Nassau Développement - Parcours»

b. un million neuf cent vingt-deux mille sept cent soixante-huit (1.922.768) Actions de Catégorie A 6 et quatre cent quatre-vingt mille six cent quatre-vingt-douze (480.692) Actions de Catégorie B 6 représentatives du Compartiment «Oranje-Nassau Développement - Mecatherm»

c. vingt millions cinq cent un mille six cent quatre-vingt (20.501.680) Actions de Catégorie A 7 et cinq millions cent vingt-cinq mille quatre cent vingt (5.125.420) Actions de Catégorie B 7 représentatives du Compartiment «Oranje-Nassau Développement - IHS» d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune.

3. L'article 5.2 des statuts de la Société, le capital autorisé, en ce compris le capital social émis, est fixé à cinquante millions d'euros (EUR 50.000.000,-). Le Conseil d'Administration est autorisé à augmenter le capital de la Société, en une ou plusieurs fois, par l'émission de nouvelles Actions de Catégorie A et Actions de Catégorie B, au sein d'un ou de plusieurs Compartiments de son choix, existants ou à créer, ou à accorder à de nouveaux actionnaires ou aux Actionnaires des options de souscription pour des Actions de la Société, selon les dispositions qu'il déterminera.

4. Le 5 mai 2015, le Conseil d'administration a décidé de procéder à une troisième tranche (5-b) d'augmentation de capital, d'un montant en euros correspondant à l'équivalent de 108'850'213,98 USD (cent huit millions huit cent cinquante mille deux cent treize virgule quatre-vingt-dix-huit US Dollars), soit, sur la base d'une parité de 1,0500 EUR/USD, cinq millions cent quatre-vingt-trois mille trois cent cinquante euros (EUR 5'183'350,-) avec une prime d'émission de quatre-vingt-dix-huit millions quatre cent quatre-vingt-trois mille six cent cinquante euros (EUR 98'483'650,-), afin de le porter de son montant actuel de trente millions trois cent soixante-dix-huit mille quatre-vingt-cinq euros (EUR 30'378'085,-) à un montant nominal maximal de trente-cinq millions cinq cent soixante et un mille quatre cent trente-cinq euros (EUR 35'561'435,-), par la création:

- d'un maximum de quatre millions cent quarante-six mille six cent quatre-vingts (4'146'680) actions de catégorie A7 pour un montant nominal de quatre millions cent quarante-six mille six cent quatre-vingt euros (EUR 4'146'680,-) avec une prime d'émission de quatre-vingt-dix-huit millions quatre cent quatre-vingt-trois mille six cent cinquante euros (EUR 98'483'650,-);

- d'un maximum d'un million trente-six mille six cent soixante-dix (1'036'670) actions de catégorie B7, pour un montant d'un million trente-six mille six cent soixante-dix euros (EUR 1.036.670,-).

Les nouvelles actions de catégorie A7 et B7 ont été entièrement souscrites et libérées intégralement comme indiqué ci-dessous:

- un million neuf cent vingt-cinq mille quatre cent soixante-quinze (1'925'475) actions de catégorie A7 nouvellement émises d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune, ont été intégralement souscrites et libérées pour un montant global de un million neuf cent vingt-cinq mille quatre cent soixante-quinze euros (EUR 1'925'475,-) de valeur nominale augmenté d'une prime d'émission globale de quarante-cinq millions sept cent trente mille trente-et-un euros et vingt-cinq cents (EUR 45'730'031,25) et six cent trente mille sept cent soixante-dix-neuf (630'779) actions de catégorie B7 nouvellement émises d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune, pour un montant total de valeur nominale de six cent trente mille sept cent soixante-dix-neuf euros (EUR 630'779,-), représentatives du Compartiment «Oranje-Nassau Développement IHS», par Trief Corporation S.A., une société anonyme existante et régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social 5, rue Pierre d'Aspelt, L-1142 Luxembourg, par un apport en numéraire;

- un million neuf cent cinquante mille neuf cent soixante-et-une (1'950'961) actions de catégorie A7 nouvellement émises d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune, ont été intégralement souscrites et libérées pour un montant global de un million neuf cent cinquante mille neuf cent soixante-et-un euros (EUR 1'950'961,-) de valeur nominale augmenté d'une prime d'émission globale de quarante-six millions trois cent trente-cinq mille trois cent vingt-trois euros et soixante-quinze cents (EUR 46'335'323,75), représentatives du Compartiment «Oranje-Nassau Développement IHS», par Oranje-Nassau Development B.V., une société de droit néerlandais, ayant son siège social Rembrandt Tower, 22 nd floor, Amstelplein 1, 1090HC Amsterdam, Pays-Bas, par un apport en numéraire;

- cinq mille huit cent quatre-vingt-quatre (5'884) actions de catégorie A7 nouvellement émises d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune, ont été intégralement souscrites et libérées pour un montant global de cinq mille huit cent quatre-vingt-quatre euros (EUR 5'884,-) de valeur nominale augmenté d'une prime d'émission globale de cent trente-neuf mille sept cent quarante-cinq euros (EUR 139'745,-) et trois cent trente-neuf mille huit cent un (339'801) actions de catégorie B7 nouvellement émises d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune, pour un montant total de valeur nominale de trois cent trente-neuf mille huit cent un euros (EUR 339'801,-), représentatives du Compartiment «Oranje-Nassau Développement IHS», par les coinvestisseurs tels que définis en annexe 1, par un apport en numéraire.

2. Il résulte que suite à l'augmentation précitée que la somme totale de quatre-vingt-dix-sept millions cinquante-huit mille euros (EUR 97'058'000,-) est à la libre disposition de la Société tel qu'il a été prouvé au notaire instrumentant, dont la preuve a été rapportée au notaire soussigné, qui la reconnaît expressément.

3. Que suite à la réalisation de cette augmentation du capital social souscrit, le premier alinéa de l'Article 5.1 des statuts est modifié en conséquence et aura désormais la teneur suivante:

«Le capital souscrit est fixé à trente-cinq millions deux cent trente mille neuf cent quatre-vingt-cinq euros (EUR 35'230'985,-), représenté par un million huit cent soixante-dix-huit mille vingt (1.878.020) Actions de Catégorie A 5 et

quatre cent soixante-neuf mille cinq cent cinq (469.505) Actions de Catégorie B 5 représentatives du Compartiment «Oranje-Nassau Développement - Parcours», un million neuf cent vingt-deux mille sept cent soixante-huit (1.922.768) Actions de Catégorie A 6 et quatre cent quatre-vingt mille six cent quatre-vingt-douze (480.692) Actions de Catégorie B 6 représentatives du Compartiment «Oranje-Nassau Développement - Mecatherm», et vingt-quatre millions trois cent quatre-vingt-quatre mille (24'384'000) Actions de Catégorie A 7 et six millions quatre-vingt-seize mille (6'096'000) Actions de Catégorie B 7 représentatives du Compartiment «Oranje-Nassau Développement - IHS», d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune.»

Frais

Les frais incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de 6.950,- EUR.

Dont acte, fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux personnes comparantes, connue du notaire par ses nom, prénom usuels, état et demeure, lesdites personnes comparantes ont signé avec Nous notaire instrumentant le présent acte.

Signé: Jean-Yves HÉMERY, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 18 juin 2015. Relation GAC/2015/5148. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): Claire PIERRET.

Référence de publication: 2015103253/105.

(150112653) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2015.

Luxmediahouse S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 13, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 198.034.

— STATUTS

L'an deux mille quinze, le dix-huit juin.

Par devant Nous Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, soussigné;

ONT COMPARU:

1.- La société «SAINT-PAUL LUXEMBOURG S.A.», avec siège social à L-2339 Luxembourg, 2, rue Christophe Plantin, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 147.973,

ici représentée par Monsieur Paul PECKELS, directeur général, demeurant professionnellement à L-2339 Luxembourg, 2, rue Christophe Plantin, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

2.- La société «Editpress Luxembourg S.A.», ayant son siège social à L-4050 Esch-sur-Alzette, 44, rue du Canal, inscrite au Registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 5.407,

ici représentée par Madame Danièle FONCK, administratrice, demeurant professionnellement à L-4050 Esch-sur-Alzette, 44, rue du Canal, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Lesquelles procurations, après avoir été signées «ne varietur» par le mandataire des parties comparantes et le notaire instrumentant, demeureront annexées aux présentes pour les besoins de l'enregistrement

Lesquelles parties comparantes, représentées comme ci-avant, ont requis le notaire instrumentant de dresser acte constitutif d'une société anonyme qu'elles déclarent constituer et dont elles ont arrêté les statuts comme suit:

« **Art. 1^{er}**. Il est formé par le souscripteur et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions ci-après créées, une société anonyme, sous la dénomination de «LUXMEDIAHOUSE S.A.» (ci-après la «Société»).

Art. 2. La durée de la Société est illimitée.

Art. 3. La société a pour objet la commercialisation sous forme de vente d'espaces publicitaires de tous médias imprimés, journaux, magazines, sites Internet, médias audio-visuels, dépliants et articles publicitaires, avec tous les accessoires qui s'y rattachent. De manière plus générale, elle peut accomplir toute activité à caractère publicitaire.

Elle a également pour objet la création et l'exploitation de tout type de base de données à des fins commerciales et l'organisation d'événements.

Enfin, la société peut accomplir toutes opérations commerciales, financières, industrielles, mobilières et immobilières, se rattachant directement ou indirectement aux objets ci-dessus, ou à tous objets similaires susceptibles d'en favoriser l'exploitation et le développement. Elle peut s'intéresser par voie d'apport, de fusion, de souscription, de participation ou autrement, dans toutes sociétés et entreprises existantes ou à créer au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger et dont l'objet serait analogue ou connexe au sien.

Art. 4. Le siège social est établi dans la ville de Luxembourg.

Par simple décision du conseil d'administration, la Société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Le siège social pourra être transféré dans toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg par décision de l'assemblée des actionnaires.

Art. 5. Le capital social est fixé à cinquante mille euros (EUR 50.000.-), représenté par cinq cents (500) actions d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100.-) chacune.

Art. 6. Les actions sont nominatives.

Les actions de la société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

La Société pourra racheter ses propres actions dans les limites prévues par la loi.

Art. 7. La société ne reconnaît qu'un propriétaire par action.

S'il y a plusieurs propriétaires par action, la société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire. Il en sera de même dans le cas d'un conflit opposant l'usufruitier et le nu-propriétaire ou un débiteur et un créancier gagiste.

Art. 8. La société est administrée par un conseil d'administration composé de quatre à six membres, actionnaires ou non.

Les administrateurs seront nommés par l'assemblée des actionnaires pour un terme qui ne peut excéder six ans et toujours révocables par elle.

Les administrateurs sortants peuvent être réélus.

Le conseil d'administration peut nommer parmi ses membres un président.

En cas d'absence du président, les réunions du conseil d'administration sont présidées par un administrateur présent désigné à cet effet.

Art. 9. Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président du conseil ou de deux de ses membres.

Les administrateurs seront convoqués séparément à chaque réunion du conseil d'administration. Sauf le cas d'urgence qui doit être spécifié dans la convocation, celle-ci sera notifiée au moins quinze jours avant la date fixée pour la réunion.

Le conseil se réunit valablement sans convocation préalable au cas où tous les administrateurs sont présents ou valablement représentés.

Les réunions du conseil d'administration se tiennent au lieu et à la date indiquée dans la convocation.

Le conseil d'administration ne peut valablement délibérer et statuer que si la majorité de ses membres est présente ou valablement représentée. La présence peut également être assurée par téléphone ou vidéo conférence.

Tout administrateur empêché peut donner, par écrit, délégation à un autre membre du conseil pour le représenter et pour voter en ses lieu et place.

Les résolutions du conseil seront prises à la majorité absolue des votants.

Les résolutions signées par tous les administrateurs seront aussi valables et efficaces que si elles avaient été prises lors d'un conseil dûment convoqué et tenu. De telles signatures peuvent apparaître sur un document unique ou sur des copies multiples d'une résolution identique et peuvent être révélées par lettres, courrier ou fax.

Un administrateur, ayant des intérêts personnels opposés à ceux de la société dans une affaire soumise à l'approbation du conseil, sera obligé d'en informer le conseil et de se faire donner acte de cette déclaration dans le procès-verbal de la réunion. Il ne peut prendre part aux délibérations afférentes du conseil.

Lors de la prochaine assemblée générale des actionnaires, avant de procéder au vote de toute autre question, les actionnaires seront informés des matières où un administrateur a un intérêt personnel opposé à celui de la société.

Au cas où un membre du conseil d'administration a dû s'abstenir pour intérêt opposé, les résolutions prises à la majorité des membres du conseil présents ou représentés à la réunion et qui votent, seront tenues pour valables.

Lorsque la société comprend un associé unique, il est seulement fait mention dans un procès-verbal des opérations intervenues entre la société et son administrateur ayant eu un intérêt opposé à celui de la société.

Art. 10. Les décisions du conseil d'administration seront constatées par des procès-verbaux, qui seront insérés dans un registre spécial et signés par au moins un administrateur.

Les copies ou extraits de ces minutes doivent être signées par le président du conseil d'administration ou par deux administrateurs ou l'administrateur unique.

Art. 11. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous les actes de disposition et d'administration dans l'intérêt de la société.

Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par la loi du 10 août 1915, telle que modifiée ou par les statuts de la société à l'assemblée générale, seront de la compétence du conseil d'administration.

Art. 12. Le conseil d'administration peut également déléguer la gestion journalière de la société à une ou plusieurs personnes, membre du conseil d'administration, qui portera le titre d'administrateur-délégué.

Art. 13. Le conseil d'administration ou l'administrateur unique représente la société en justice, soit en demandant soit en défendant.

Les exploits pour ou contre la société sont valablement faits au nom de la société seule.

Art. 14. Vis-à-vis des tiers la société est engagée en toutes circonstances comme suit:

- par la signature conjointe de deux administrateurs,
- par la signature individuelle du délégué à la gestion journalière (administrateur-délégué) dans les limites de ses pouvoirs, ou en cas de pluralité de délégués à la gestion journalière, par leur signature conjointe,
- par la signature individuelle ou conjointe d'un ou de plusieurs mandataires dûment autorisés par le conseil d'administration.

Art. 15. La surveillance des opérations de la société sera confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés par l'assemblée générale ou l'actionnaire unique, qui fixe le nombre, leurs émoluments et la durée de leurs mandats, laquelle ne peut pas dépasser six ans.

Tout commissaire sortant est rééligible.

Assemblées

Art. 16. L'assemblée générale des actionnaires représente tous les actionnaires de la société.

Elle a les pouvoirs les plus étendus pour décider des affaires sociales.

Les convocations se font dans les formes et délais prévus par la loi.

Art. 17. L'assemblée générale annuelle se réunit dans la commune du siège social, à l'endroit indiqué dans la convocation, le premier jour ouvré du mois de mars à 15.00 heures.

Art. 18. Une assemblée générale extraordinaire peut être convoquée par le conseil d'administration respectivement par l'administrateur unique ou le commissaire aux comptes. Elle doit être convoquée sur la demande écrite d'actionnaires représentant dix pour cent (10%) du capital social.

Art. 19. Chaque action donne droit à une voix.

Année sociale - Répartition des Bénéfices

Art. 20. L'année sociale commence le premier janvier et se termine le trente-et-un décembre de chaque année.

Le conseil d'administration établit les comptes annuels tels que prévus par la loi.

Il remet ces pièces avec un rapport sur les opérations de la société un mois au moins avant l'assemblée générale ordinaire au(x) commissaire(s).

Art. 21. Sur le bénéfice net de l'exercice, il est prélevé cinq pour cent (5%) au moins pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint dix pour cent (10%) du capital social.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale.

Le conseil d'administration pourra verser des acomptes sur dividendes sous l'observation des règles y relatives.

Dissolution - Liquidation

Art. 22. La société peut en tout temps être dissoute par décision de l'assemblée générale.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'opérera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'Assemblée Générale qui déterminera leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Disposition générale

Art. 23. La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents statuts.»

Dispositions transitoires

1.- Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 31 décembre 2015.

2.- La première assemblée générale ordinaire annuelle se tiendra en 2016.

Souscription et libération

Les statuts de la Société ayant été ainsi arrêtés les cinq cents (500) actions ont été souscrites comme suit:

SAINT-PAUL LUXEMBOURG S.A., précitée,	250
Editpress Luxembourg S.A., précitée,	<u>250</u>
Total:	500

Toutes ces actions ont été entièrement libérées moyennant un versement en numéraire, de sorte que la somme de cinquante mille euros (EUR 50.000.-) se trouve dès-à-présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire par une attestation bancaire, qui le constate expressément.

Déclaration

Le notaire instrumentaire déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la Loi de 1915, telle que modifiée, et en confirme expressément l'accomplissement.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élèvent approximativement à la somme de mille cent cinquante euros.

Assemblée générale des actionnaires

Les parties comparantes prédésignées, représentant l'intégralité du capital social souscrit, ont pris les résolutions suivantes:

Sont nommés administrateurs de la Société

- Madame Danièle FONCK, administratrice, née le 31 janvier 1953 à Luxembourg, demeurant professionnellement à L-4050 Esch-sur-Alzette, 44, rue du Canal,

- Monsieur Emmanuel FLEIG, administrateur, né le 28 octobre 1968 à Sélestat (France), demeurant professionnellement à L-4620 Differdange, 51, rue Emile Mark,

- Monsieur Paul PECKELS, directeur général, né le 13 juin 1965 à Luxembourg, demeurant professionnellement à L-2339 Luxembourg, 2, rue Christophe Plantin,

- Monsieur Robert HEVER, administrateur, né le 12 juin 1964 à Luxembourg, demeurant professionnellement à L-2339 Luxembourg, 2, rue Christophe Plantin,

Le mandat des administrateurs prendra fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de l'exercice 2019.

III. La société suivante est nommée commissaire aux comptes pour une période se terminant à la date de l'Assemblée Générale Annuelle se réunissant 2016:

- La société «PricewaterhouseCoopers», ayant son siège social à L-2182 Luxembourg, 2, rue Gerhard Mercator, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg section B, sous le numéro 65.477.

IV. Le siège social de la Société est fixé à L-1470 Luxembourg, 13, route d'Esch.

DONT ACTE, fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Paul PECKELS, Danièle FONCK, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 22 juin 2015. Relation GAC/2015/5213. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2015104110/173.

(150114436) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2015.

Vis Europe Finance S.à r.l. société de gestion de patrimoine familial, Société à responsabilité limitée - Société de gestion de patrimoine familial.

Siège social: L-1212 Luxembourg, 3, rue des Bains.

R.C.S. Luxembourg B 172.872.

PROJET COMMUN DE FUSION

Entre:

VIS EUROPE FINANCE S.à r.l., une société à responsabilité limitée ayant son siège social à L-1212 Luxembourg, 3, rue des Bains, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg sous le numéro B 172872,

ci-après désignée la «Société Absorbante»

Et

VIS EUROPE S.A., une société anonyme ayant son siège social à L-1212 Luxembourg, 3, rue des Bains, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg sous le numéro B 154671,

ci-après désignée la «Société Absorbée»,

ci-après ensemble désignées les «Sociétés Fusionnantes».

Il a été établi un projet commun de fusion conformément aux articles 261 et suivants de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après la «Loi») ayant la teneur suivante:

1. Présentation des sociétés fusionnantes. VIS EUROPE FINANCE S.à r.l.

La société est une société anonyme constituée en date du 12 novembre 2012 suivant acte reçu par Maître Cosita DELVAUX, notaire alors de résidence à Redange-sur-Attert, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C n. 2892 du 29 novembre 2012, page 138791.

La société est une société de gestion de patrimoine familial qui a pour objet exclusif l'acquisition, la détention, la gestion et la réalisation d'actifs constitués d'instruments financiers au sens de la loi du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière et d'espèces et avoirs de quelque nature que ce soit détenus en compte.

Le capital social de la société s'élève actuellement à EUR 1.007.000,- (un million sept mille euros), représenté par 1.007.000 (un million sept mille) parts sociales d'une valeur nominale de EUR 1,- (un euro) chacune, toutes intégralement souscrites et entièrement libérées.

VIS EUROPE S.A.

La société a adopté la nationalité luxembourgeoise et est soumise au droit luxembourgeois depuis le 22 juillet 2010 suivant acte de Maître Jacques DELVAUX, alors notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, publié au Mémorial C le 21 septembre 2010, page 93810 et dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois en date du 12 novembre 2012 suivant acte reçu par Maître Cosita DELVAUX, notaire alors de résidence à Redange-sur-Attert, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C n. 2892 du 29 novembre 2012, page 138791.

La société a pour objet la prise, la détention et la gestion de participations dans toutes entreprises luxembourgeoises et étrangères.

Le capital social souscrit de la société s'élève actuellement à USD 816.402,- (huit cent seize mille quatre cent deux US dollars) représenté par 816.402 (huit cent seize mille quatre cent deux) actions d'une valeur nominale de USD 1,- chacune, entièrement souscrites et libérées.

A la date de rédaction du présent projet commun de fusion, l'ensemble des actions représentatives du capital social de la Société Absorbante et de celui de la Société Absorbée est détenu par un seul et même actionnaire.

2. Motifs et but de la fusion. La fusion projetée a le but de simplifier et de rationaliser l'actuelle structure et de réduire ainsi les coûts d'administration actuellement encourus.

3. Comptes des Société Fusionnantes retenus pour les besoins de la fusion. Pour les besoins de l'opération de fusion ont été retenus les comptes annuels des Sociétés Fusionnantes au 31 décembre 2014 qui correspond à la date de clôture de leur l'exercice social.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 des Sociétés Fusionnantes ont été approuvés respectivement par l'assemblée générale des actionnaires des Sociétés Fusionnantes le 17 juin 2015.

4. Méthode d'évaluation, rapport d'échange des actions. Méthode d'évaluation

Etant donné que l'ensemble des actions et des parts sociales représentatives du capital social de la Société Absorbante et de la Société Absorbée est détenu par un seul et même actionnaire, les évaluations ont été faites d'une manière simplifiée sur base des valeurs comptables des Sociétés Fusionnantes telle qu'elle ressort des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2014.

Il n'y a pas eu de difficultés particulières d'évaluation.

Le projet de fusion ainsi que le rapport d'échange ne seront pas soumis à l'appréciation d'un ou de plusieurs experts indépendants, l'actionnaire unique des Sociétés Fusionnantes y ayant renoncé en application de l'article 266 (5) de la Loi. D'autre part, à la date de rédaction du présent projet commun de fusion il n'y a pas d'autres titres émis par les Sociétés Fusionnantes conférant un droit de vote.

Rapport d'échange

Tel que mentionné ci-avant, le rapport d'échange a été déterminé par rapport aux comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2014 des Sociétés Fusionnantes et en tenant compte que l'ensemble des actions émises tant par la Société Absorbante que par la Société Absorbée est détenu par un seul et même actionnaire, lequel recevra l'ensemble des nouvelles parts sociales à émettre par la Société Absorbante.

Sur base des critères appliqués, tels qu'exposés ci-dessus, le rapport d'échange retenu est de 649.039 nouvelles parts sociales de la Société Absorbante pour les 816.402 actions représentatives de 100% du capital social de la Société Absorbée.

La Société Absorbante augmentera en conséquence son capital social d'un montant de EUR 649.039 par émission de 649.039 nouvelles parts sociales, d'une valeur nominale de EUR 1,-chacune, qui seront remises au seul actionnaire de la Société Absorbée en échange de la transmission du patrimoine, activement et passivement, de la Société Absorbée et de l'annulation des actions représentatives du capital social de cette dernière.

Le montant correspondant à la différence entre le montant nominal de l'augmentation du capital social de la Société Absorbante et la valeur comptable de l'actif net de la Société Absorbée sera affecté dans le chef de la Société Absorbante au compte «Autres réserves disponibles».

L'opération s'effectuera sans soulte en espèces.

5. Rapport des organes d'administration prévus à l'article 265 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales. En application du paragraphe (3) de l'article 265 de la loi du 10 août 1915 l'actionnaire unique de chacune des Sociétés Fusionnantes a décidé de renoncer aux rapports des organes d'administration prévus au paragraphe (1) de ce même article.

6. Examen du projet commun de fusion et rapport de(s) l'expert(s) prévus à l'article 266 de la Loi. En application du paragraphe (5) de la loi du 10 août 1915, l'actionnaire unique de chacune des Sociétés Fusionnantes a décidé de renoncer à l'examen du projet commun de fusion par un ou plusieurs experts indépendants ainsi qu'au rapport de cet ou de ces experts indépendants, tels que prévus à l'article 266 paragraphe (1) étant précisé également que l'article 26-1 de la loi du 10 août 1915 n'est pas applicable dans le cadre de la présente fusion.

7. Désignation des éléments d'actif apportés et du passif pris en charge. Les Conseils d'Administration des Sociétés Fusionnantes proposent d'effectuer une fusion par absorption ayant pour effet de transmettre l'intégralité du patrimoine, activement et passivement, tel qu'il existera au jour de la réalisation de la fusion de la Société Absorbée à la Société Absorbante et ce conformément aux dispositions des articles 261 à 276 de la Loi.

8. Rémunération de l'apport fusion, jouissance et modalités de remise des nouvelles parts sociales de la Société Absorbante. Sous réserve que le nombre d'actions voir des parts sociales des Sociétés Fusionnantes ne soit pas modifié jusqu'à la date de réalisation définitive de la fusion et ils soient encore détenues par un seul et même actionnaire, la Société Absorbante augmentera son capital d'un montant et émettra des nouvelles parts sociales conformément à ce qui est prévu au paragraphe 4 du présent projet commun de fusion.

Toutes les nouvelles parts sociales de la Société Absorbante ainsi émises seront attribuées et remises à l'actionnaire unique des Sociétés Fusionnantes en échange de la transmission du patrimoine, activement et passivement, de la Société Absorbée et de l'annulation des actions représentatives du capital social de la Société Absorbée.

Les nouvelles parts sociales émises par la Société Absorbante porteront jouissance à partir de la date de réalisation définitive de la fusion. Elles auront les mêmes droits et avantages que les parts sociales anciennes de la Société Absorbante et, en particulier, elles donneront droit à toute distribution de réserves décidée postérieurement à leur émission.

Il n'existe pas dans le chef des Sociétés Fusionnantes de porteurs de titres conférant un droit de vote autres que les actions voir parts sociales représentatives du capital social auxquelles aucun droit spécial n'a été attribué, de sorte qu'aucune mesure n'a été proposée à leur égard.

La remise des nouvelles parts sociales de la Société Absorbante se fera par inscription dans le registre des actionnaires au jour de la réalisation de la fusion.

9. Propriété et jouissance des biens apportés à la Société Absorbante. VIS EUROPE FINANCE S.à r.l., prénommée, sera propriétaire des biens apportés par la Société Absorbée à compter de la date de réalisation définitive de la fusion.

La fusion sera effective d'un point de vue comptable au 1^{er} janvier 2015.

Conformément à l'article 272 de la Loi la fusion sera réalisée lorsque seront intervenues les décisions concordantes prises au sein des Sociétés Fusionnantes.

10. Charges et conditions. L'apport à titre de fusion de tous les actifs de VIS EUROPE S.A. est fait à charge pour VIS EUROPE FINANCE S.à r.l. de supporter en l'acquit de la Société Absorbée tout son passif.

En conséquence, conformément aux dispositions de l'article 268 de la Loi, les créanciers de la Société Absorbée dont la créance sera antérieure à la date de la publication des actes constatant la fusion conformément à l'article 273 de la Loi pourront, nonobstant toute convention contraire, dans les deux mois de cette publication, demander au magistrat président la chambre du tribunal d'arrondissement, dans le ressort duquel la société débitrice a son siège social, siégeant en matière commerciale et comme en matière de référé, la constitution de sûretés pour des créances échues ou non échues, au cas où l'opération de fusion réduirait le gage de ces créanciers. Le président rejette cette demande, si le créancier dispose de garanties adéquates ou si celles-ci ne sont pas nécessaires, compte tenu du patrimoine de la société après la fusion. La société débitrice peut écarter cette demande en payant le créancier même si la créance est à terme.

Si la sûreté n'est pas fournie dans le délai fixé, la créance devient immédiatement exigible.

L'apport à titre de fusion de la Société Absorbée est en outre consenti et accepté aux charges et conditions suivantes:

- VIS EUROPE FINANCE S.à r.l. prendra les biens et droits apportés dans l'état où ils se trouveront à la date de réalisation définitive de la fusion.

- A compter de la réalisation définitive de la fusion, VIS EUROPE FINANCE S.à r.l. supportera et acquittera tous impôts et taxes ainsi que toutes charges quelconques afférentes aux biens et droits apportés.

- VIS EUROPE FINANCE S.à r.l. sera substituée purement et simplement dans le bénéfice et les obligations de tous contrats et conventions intervenus avec les tiers.

- VIS EUROPE FINANCE S.à r.l. sera subrogée purement et simplement dans les droits, actions, hypothèques, privilèges, garanties et sûretés personnelles ou réelles qui peuvent être attachés aux créances apportées.

- VIS EUROPE FINANCE S.à r.l. remplira, le cas échéant, toutes formalités requises en vue de rendre opposable aux tiers la transmission des divers éléments d'actif apportés.

11. Dissolution de VIS EUROPE S.A.. VIS EUROPE S.A. se trouvera dissoute de plein droit à la date de réalisation définitive de la fusion.

Les passifs de VIS EUROPE S.A. devant être entièrement pris en charge par VIS EUROPE FINANCE S.à r.l., la dissolution de VIS EUROPE S.A., du fait de la fusion, ne sera suivie d'aucune opération de liquidation.

12. Conditions de réalisation de la fusion. Conformément à l'article 272 de la Loi, la fusion par absorption de VIS EUROPE S.A. par VIS EUROPE FINANCE S.à r.l. et la dissolution sans liquidation de VIS EUROPE S.A. qui en résulte, ne deviendront définitives que lorsque seront intervenues les décisions concordantes prises au sein des Sociétés Fusionnantes.

Conformément à la Loi, la tenue des assemblées générales des Sociétés Fusionnantes est prévue un mois au moins après la date de publication du projet commun de fusion.

13. Frais. Tous les frais, droits et honoraires auxquels donneront ouverture les présentes et leur réalisation incomberont à VIS EUROPE FINANCE S.à r.l.

14. Droits et avantages particuliers. Il ne sera attribué aucun avantage particulier aux membres du conseil d'administration voir du conseil de gérance, ainsi qu'aux commissaires aux comptes des Sociétés Fusionnantes.

Il n'existe pas dans le chef des Sociétés Fusionnantes de porteurs de titres conférant un droit de vote autres que les actions voir parts sociales représentatives du capital social auxquelles aucun droit spécial n'a été attribué, de sorte qu'aucune mesure n'a été proposée à leur égard.

15. Élection de domicile. Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, les soussignés, ès-qualités, font respectivement élection de domicile au siège de la société qu'ils représentent.

16. Pouvoirs. Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait des présentes pour remplir toutes formalités et effectuer toutes déclarations, significations, dépôts et publications qui pourraient être nécessaires ou utiles.

17. Documents. Conformément à l'article 267 de la loi du 10 août 1915 telle que modifiée, les actionnaires des Sociétés Fusionnantes ont le droit, un mois au moins avant la date de la réunion des assemblées générales extraordinaires appelées à se prononcer sur le projet commun de fusion, d'en prendre connaissance au siège social de leur société des documents suivant: le projet commun de fusion, les comptes annuels ainsi que les rapports de gestion des trois derniers exercices des Sociétés Fusionnantes.

Luxembourg, le 29 juin 2015.

Le Conseil d'Administration / de Gérance

Référence de publication: 2015104467/159.

(150114838) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2015.

Nehalux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1720 Luxembourg, 8, rue Heinrich Heine.

R.C.S. Luxembourg B 118.304.

Les comptes annuels, les comptes de Profits et Pertes ainsi que les Annexes de l'exercice clôturant au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

L'Organe de Gestion

Référence de publication: 2015105145/11.

(150115394) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juillet 2015.

Silverstein CEE Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 154.370.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Silverstein CEE Holdings S.à r.l.

Un mandataire

Référence de publication: 2015105282/11.

(150114654) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juillet 2015.

Lac Prop Co. A S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5326 Contern, 17, rue Edmond Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 198.000.

—
STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the twenty-fourth day of June,
before Maître Edouard DELOSCH, notary residing in Diekirch, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

ECE European Prime Shopping Centre II A, SCSp SIF, a special limited partnership (société en commandite spéciale) organized as a specialised investment fund (fonds d'investissement spécialisé), incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 189.418, represented by its manager ECE Real Estate Partners S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 157.549 and a share capital of one hundred twenty-five thousand euro (EUR 125,000.-).

here represented by José Maria Ortiz, with professional address at 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a power of attorney dated 10 June 2015.

Such power of attorney, after having been signed ne varietur by the representative of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to this deed for the purpose of registration.

The appearing party, represented as above, has requested the undersigned notary, to state as follows the articles of incorporation of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated:

I. Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. Name. The name of the company is "LAC Prop Co. A S.à r.l." (the Company). The Company is a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and, in particular, the law of August 10, 1915, on commercial companies, as amended (the Law), and these articles of incorporation (the Articles).

Art. 2. Registered office.

2.1. The registered office of the Company is established in Contern, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the municipality by a resolution of the board of managers. The registered office may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of managers. Where the board of managers determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events may interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these circumstances. Such temporary measures have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, remains a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Corporate object.

3.1. The purpose of the Company is the acquisition, directly or indirectly, of real estate property in Luxembourg or abroad, in particular shopping centres, and the holding and managing of the assets required for the management of the real estate property.

3.2 The Company may borrow in any form, except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and any kind of debt and equity securities. The Company may lend funds including, without limitation, the proceeds of any borrowings, to its subsidiaries, affiliated companies and any other companies. The Company may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over all or some of its assets to guarantee its own obligations and those of any other company, and, generally, for its own benefit and that of any other company or person. For the avoidance of doubt, the Company may not carry out any regulated activities of the financial sector without having obtained the required authorisation.

Art. 4. Duration.

4.1. The Company is formed for an unlimited duration.

4.2 The Company is not dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or several shareholders.

II. Capital - Shares

Art. 5. Capital.

5.1. The Company's share capital is set at thirteen thousand seven hundred fifty euro (EUR 13,750.-), represented by (i) one thousand two hundred and fifty (1,250) ordinary shares, (ii) one thousand two hundred and fifty shares of class A (the "Class A Shares"), (iii) one thousand two hundred and fifty (1,250) shares of class B (the "Class B Shares"), (iv) one thousand two hundred and fifty (1,250) of class C (the "Class C Shares"), (v) one thousand two hundred and fifty (1,250) shares of class D (the "Class D Shares"), (vi) one thousand two hundred and fifty (1,250) shares of class E (the "Class E Shares"), (vii) one thousand two hundred and fifty (1,250) shares of class F (the "Class F Shares"), (viii) one thousand two hundred and fifty (1,250) shares of class G (the "Class G Shares"), (ix) one thousand two hundred and fifty (1,250) shares of class H (the "Class H Shares"), (x) one thousand two hundred and fifty (1,250) shares of class I (the "Class I Shares") and (xi) one thousand two hundred and fifty (1,250) shares of class J (the "Class J Shares"); each in registered form fully paid-up with a nominal value of one euro (EUR 1) each.

5.2 In addition to the issued capital, there may be set up a share premium account to which any share premium paid on the ordinary shares of the Company in addition to its nominal value is transferred. The amount of the share premium account may be used to provide for the payment of any ordinary shares which the Company may repurchase from its shareholder (s), to offset any net realized losses, to make distributions to the shareholder(s) in the form of a dividend or to allocate funds to the legal reserve.

5.3. The subscribed share capital of the Company may be increased through the issuance of shares, or reduced, by a resolution of the General Meeting or by way of Shareholders Circular Resolution adopted in the manner required for amendment of the Articles. In no case may the subscribed share capital be reduced to an amount lower than thirteen thousand seven hundred fifty euro Euro (EUR 13,750.-). Notwithstanding the above, the share capital of the Company may be reduced through the cancellation of a class of shares, in whole but not in part, consisting in the repurchase and cancellation of all shares in issue in such class as may be determined from time-to-time by the board of managers and approved at the General Meeting or by way of Shareholders Circular Resolution, provided however that the Company may not at any time repurchase and cancel the ordinary Shares. In the case of any repurchase and cancellation of a whole class of shares, such repurchase and cancellation of shares shall be made in the following order: (i) Class J Shares; (ii) Class I Shares; (iii) Class H Shares; (iv) Class G Shares; (v) Class F Shares; (vi) Class E Shares; (vii) Class D Shares; (viii) Class C Shares; (ix) Class B Shares and (x) Class A Shares.

5.4. In the event of a reduction of share capital through the cancellation of a whole class of shares consisting in the repurchase and cancellation of all shares in issue in such class (in the order provided for above), each such class of shares entitles the holders thereof (pro rata to their holding in such class of shares) to such portion of the Total Cancellation Amount with respect to the class of shares to be redeemed, and the holders of shares of the repurchased and cancelled shares shall receive from the Company an amount equal to the Cancellation Value Per Share for each share of the relevant class of shares.

5.5. The Company may repurchase its shares as provided herein only to the extent otherwise permitted by Law.

5.6. For the purpose of this article:

"Available Amount" means the total amount of net profits of the Company (including carried forward profits) to the extent shareholders would have been entitled to dividend distributions according to these Articles, increased by (i) any freely distributable reserves (including for the avoidance of doubt the share premium account up to the amount of losses including carried forward losses) and (ii) as the case may be by the amount of the share capital reduction and legal reserve reduction relating to the class of shares to be redeemed/cancelled but reduced by (i) any losses (included carried forward losses), and (ii) any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of the Law or of these Articles, each time as set out in the relevant Interim Accounts (without for the avoidance of doubt, any double counting) so that:

$$AA = (NP + P + CR) - (L + LR)$$

Whereby:

AA = Available Amount

NP = net profits (including carried forward profits)

P = any freely distributable reserves (including the share premium account up to the amount of L)

CR = the amount of the share capital reduction and legal reserve reduction relating to the class of shares to be cancelled

L = losses (including carried forward losses)

LR = any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of the Law or of these Articles.

The Available Amount, as determined by using the formula described here above, can be increased by any surplus cash or/and assets available to the Company at the time of the redemption, such surplus cash or/and assets being paid from the share premium account up to the amount of the share premium at the time of the redemption.

"Cancellation Value Per Share" means the amount calculated by dividing the Total Cancellation Amount by the number of shares in issue in the class of shares to be cancelled.

"Interim Accounts" means the interim accounts of the Company under Luxembourg GAAP as at the relevant Interim Account Date.

“Interim Account Date” means the date no earlier than eight (8) days before the date of the cancellation of a class of shares.

“Total Cancellation Amount” means the amount determined by the board of managers or as the case may be the sole manager and approved at the General Meeting (or as the case may be the sole shareholder of the Company) or by way of Shareholders Circular Resolution on the basis of the relevant Interim Accounts. The Total Cancellation Amount shall be lower or equal to the entire Available Amount at the time of the cancellation of the relevant class of shares unless otherwise resolved at the General Meeting (or as the case may be by the sole shareholder of the Company) or by way of Shareholders Circular Resolution in the manner provided for an amendment of the Articles, provided however that the Total Cancellation Amount shall never be higher than such Available Amount.

Art. 6. Shares.

6.1. The shares are and will remain in registered form (parts sociales nominatives). The shares are indivisible and the Company recognises only one (1) owner per share.

6.2 The transfer of shares by reason of death to third parties must be approved by the shareholders representing three-quarters of the rights owned by the survivors.

A share transfer is only binding upon the Company or third parties following a notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the Civil Code.

6.3. A register of shareholders is kept at the registered office and may be examined by each shareholder upon request.

6.4. The Company may redeem its own shares, provided that the Company has sufficient distributable reserves for that purpose or if the redemption results from a reduction of the Company's share capital.

III. Management - Representation

Art. 7. Appointment and removal of managers.

7.1. The Company is jointly managed by two managers or more managers appointed by a resolution of the General Meeting or by way of Shareholders Circular Resolution, which sets the term of their office. The managers need not be shareholders.

7.2. The managers may be removed at any time (with or without cause) by a resolution of the General Meeting or by way of Shareholders Circular Resolution.

Art. 8. Board of managers. The Company will be managed by a board of managers (the Board). The Board shall be composed of at least two (2) managers who will be A managers (hereafter each a Manager A) or B managers (hereafter each a Manager B).

8.1. Powers of the board of managers

(i) All powers not expressly reserved to the shareholder(s) by the Law or the Articles fall within the competence of the Board that has all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the corporate object.

(ii) Special and limited powers may be delegated for specific matters to one or more agents by the Board.

(iii) The Board shall not resolve on the following subject matters unless with (1) the approval of the investment committee of ECE Real Estate Partners S.a r.l. and such approval shall be documented in writing and (2) the unanimous decision of all parties to any parallel investment agreement between ECE European Prime Shopping Centre II A, SCSp SIF A, ECE European Prime Shopping Centre II B, SCSp and ECE European Prime Shopping Centre II C, SCSp SIF C and, as the case may be, further parties and such consent shall be documented in writing:

(a) any investment decision relating to the direct or indirect (either by the Company or a subsidiary, independent from the proportion of the Company's ownership) acquisition of shopping centres;

(b) any investment decision relating to the direct or indirect (either by the Company or a subsidiary, independent from the proportion of the Company's ownership) disposal of shopping centres;

(c) any decision relating to direct or indirect (either by the Company or a subsidiary, independent from the proportion of the Company's ownership) real estate financings; and

(d) any decision relating to the direct or indirect (either by the Company or a subsidiary, independent from the proportion of the Company's ownership) enlargement of shopping centres, in particular the structural alteration of parts or extensions of a building.

8.2. Procedure

(i) The Board meets upon the request of any manager, at the place indicated in the convening notice which, in principle, is in Luxembourg.

(ii) Written notice of any meeting of the Board is given to all managers at least twenty-four (24) hours in advance, except in case of emergency, the nature and circumstances of which are set forth in the notice of the meeting.

(iii) No notice is required if all members of the Board are present or represented and if they state to have full knowledge of the agenda of the meeting. Notice of a meeting may also be waived by a manager, either before or after a meeting. Separate written notices are not required for meetings that are held at times and places indicated in a schedule previously adopted by the Board.

(iv) A manager may grant a power of attorney to another manager in order to be represented at any meeting of the Board.

(v) The Board can validly deliberate and act only if (a) a majority of its members is present or represented, and (b) at least one Manager A is present or represented at the meetings. Resolutions of the Board are validly taken by a simple majority of the managers present or represented provided that at least one Manager A votes in favour of the decision(s) to be adopted. The resolutions of the Board are recorded in minutes signed by the chairman of the meeting or, if no chairman has been appointed, by all the managers present or represented.

(vi) Any manager may participate in any meeting of the Board by telephone or video conference or by any other means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. The participation by these means is deemed equivalent to a participation in person at a meeting duly convened and held.

(vii) Circular resolutions signed by all the managers (the Managers Circular Resolutions), are valid and binding as if passed at a Board meeting duly convened and held and bear the date of the last signature.

8.3. Representation

(i) The Company is bound towards third parties in all matters by the joint signatures of two managers, including at least the signature of one Manager A.

(ii) The Company is also bound towards third parties by the signature of any persons to whom special powers have been delegated.

Art. 9. Liability of the managers.

The managers may not, by reason of their mandate, be held personally liable for any commitments validly made by them in the name of the Company, provided such commitments comply with the Articles and the Law and that the manager has acted in good faith.

IV. Shareholder(s)

Art. 10. General meetings of shareholders and shareholders circular resolutions.

10.1. Powers and voting rights

(i) Resolutions of the shareholders are adopted at a general meeting of shareholders of the Company (the General Meeting) or by way of circular resolutions (the Shareholders Circular Resolutions).

(ii) Where resolutions are to be adopted by way of Shareholders Circular Resolutions, the text of the resolutions is sent to all the shareholders, in accordance with the Articles. Shareholders Circular Resolutions signed by all the shareholders are valid and binding as if passed at a General Meeting duly convened and held and bear the date of the last signature.

(iii) Each share entitles to one (1) vote.

10.2. Notices, quorum, majority and voting procedures

(i) The shareholders are convened to General Meetings or consulted in writing at the initiative of any manager or shareholders representing more than one-half of the share capital.

(ii) Written notice of any General Meeting is given to all shareholders at least eight (8) days in advance of the date of the meeting, except in case of emergency, the nature and circumstances of which are set forth in the notice of the meeting.

(iii) General Meetings are held at such place and time specified in the notices.

(iv) If all the shareholders are present or represented and consider themselves as duly convened and informed of the agenda of the meeting, the General Meeting may be held without prior notice.

(v) A shareholder may grant a written power of attorney to another person, whether or not a shareholder, in order to be represented at any General Meeting.

(vi) Resolutions to be adopted at General Meetings or by way of Shareholders Circular Resolutions are passed by shareholders owning more than one-half of the share capital. If this majority is not reached at the first General Meeting or first written consultation, the shareholders are convened by registered letter to a second General Meeting or consulted a second time and the resolutions are adopted at the General Meeting or by Shareholders Circular Resolutions by a majority of the votes cast, regardless of the proportion of the share capital represented.

(vii) The Articles are amended with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters of the share capital.

(viii) Any change in the nationality of the Company and any increase of a shareholder's commitment in the Company require the unanimous consent of the shareholders.

10.3. Subject-Matters of Resolutions

The shareholders shall resolve on the subject-matters prescribed by the Law.

Art. 11. Sole shareholder.

11.1. Where the number of shareholders is reduced to one (1), the sole shareholder exercises all powers conferred by the Law to the General Meeting.

11.2. Any reference in the Articles to the shareholders and the General Meeting or to Shareholders Circular Resolutions is to be read as a reference to such sole shareholder or the resolutions of the latter, as appropriate.

11.3. The resolutions of the sole shareholder are recorded in minutes or drawn up in writing.

V. Annual accounts - Allocation of profits - Supervision

Art. 12. Financial year and approval of annual accounts.

12.1. The financial year begins on the first (1) of January and ends on the thirty-first (31) of December of each year.

12.2. Each year, the Board prepares the balance sheet and the profit and loss account, as well as an inventory indicating the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarising the Company's commitments and the debts of the manager(s) and shareholders towards the Company.

12.3. Each shareholder may inspect the inventory and the balance sheet at the registered office.

12.4. The balance sheet and profit and loss account are approved at the annual General Meeting or by way of Shareholders Circular Resolutions within six (6) months from the closing of the financial year.

Art. 13. Allocation of profits.

13.1. From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) is allocated to the reserve required by Law. This allocation ceases to be required when the legal reserve reaches an amount equal to ten per cent (10%) of the share capital.

13.2. The shareholders determine how the balance of the annual net profits is allocated. It may allocate such balance to the payment of a dividend, transfer such balance to a reserve account or carry it forward in accordance with applicable legal provisions.

13.3. Interim dividends may be distributed, at any time, under the following conditions:

(i) interim accounts are drawn up by the Board;

(ii) these interim accounts show that sufficient profits and other reserves (including share premium) are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, if any, increased by carried forward profits and distributable reserves, and decreased by carried forward losses and sums to be allocated to the legal reserve;

(iii) the decision to distribute interim dividends must be taken by the Board within two (2) months from the date of the interim accounts;

(iv) the rights of the creditors of the Company are not threatened, taking into account the assets of the Company; and

(v) where the interim dividends paid exceed the distributable profits at the end of the financial year, the shareholders must refund the excess to the Company.

VI. Dissolution - Liquidation

14.1. The Company may be dissolved at any time, by a resolution of the shareholders, adopted with the consent of a majority (in numbers) of shareholders owning at least three-quarters of the share capital. The shareholders appoint one (1) or several liquidators, who need not be shareholders, to carry out the liquidation and determine their number, powers and remuneration. Unless otherwise decided by the shareholders, the liquidators have the broadest powers to realise the assets and pay the liabilities of the Company.

14.2. The surplus after the realisation of the assets and the payment of the liabilities is distributed to the shareholders in proportion to the shares held by each of them.

VII. General provisions

15.1. Notices and communications are made or waived and the Managers Circular Resolutions as well as the Shareholders Circular Resolutions are evidenced in writing, by telegram, telefax, e-mail or any other means of electronic communication.

15.2. Powers of attorney are granted by any of the means described above. Powers of attorney in connection with Board meetings may also be granted by a director in accordance with such conditions as may be accepted by the Board.

15.3. Signatures may be in handwritten or electronic form, provided they fulfil all legal requirements to be deemed equivalent to handwritten signatures. Signatures of Managers Circular Resolutions, the resolutions adopted by the Board by telephone or video conference and the Shareholders Circular Resolutions, as the case may be, are affixed on one original or on several counterparts of the same document, all of which taken together, constitute one and the same document.

15.4. All matters not expressly governed by the Articles shall be determined in accordance with the Law and, subject to any non waivable provisions of the Law, any agreement entered into by the shareholders from time to time.

Transitory provision

The first financial year begins on the date of this deed and ends on 31 December 2015.

Subscription and payment

ECE European Prime Shopping Centre II A, SCSp SIF prenamed and represented as stated above, declares to subscribe for thirteen thousand seven hundred and fifty (13,750) shares in registered form, with a par value of one euro (EUR 1,-) each, and agrees to pay them in full by a contribution in cash in the amount of thirteen thousand seven hundred and fifty euro (EUR 13,750).

The amount of thirteen thousand seven hundred and fifty euro (EUR 13,750) is at the disposal of the Company, evidence of which has been given to the undersigned notary.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever to be borne by the Company in connection with this deed are estimated at approximately one thousand one hundred Euro (EUR 1,100.-).

Resolutions of the sole shareholder

Immediately after the incorporation of the Company, the sole shareholder of the Company, representing the entire subscribed capital, has passed the following resolutions:

1. The following persons are appointed for an indefinite period:

a. as Manager A of the Company

- José Marfa Ortiz, Director, born on January 3, 1970, in Madrid, Spain, with professional address at 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern

b. as Manager B of the Company

- Ulrich Binninger, Managing Director, born on August 30, 1966 in Trier, Germany, with professional address at 19, rue des Lilas, L-8035 Strassen

2. The registered office of the Company is established at 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, Grand Duchy of Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states that, upon request of the appearing party, this deed are drawn up in English, followed by a German version and, in case of divergences between the English text and the German text, the English text prevails.

WHEREOF, this deed was drawn up in Contern, on the day stated above.

This deed has been read to the representative of the appearing party, and signed by the latter with the undersigned notary.

Deutsche Übersetzung des Vorstehenden Textes

Am vierundzwanzigsten Tag des Monats Juni im Jahre zweitausendfünfzehn,

ist vor dem unterzeichneten Notar Maître Edouard DELOSCH, mit Amtssitz in Diekirch, Großherzogtum Luxemburg,

ERSCHIENEN:

Die ECE European Prime Shopping Centre II A, SCSp SIF, organisiert als spezialisierter Investmentfonds (fonds d'investissement spécialisé) in Form einer speziellen Kommanditgesellschaft (société en commandite spéciale), gegründet und bestehend nach Luxemburger Recht, mit Gesellschaftssitz in 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen beim Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter Nummer B 189.418, vertreten durch ihren Verwalter ECE Real Estate Partners S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), gegründet und bestehend nach Luxemburger Recht, mit Gesellschaftssitz in 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen beim Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter Nummer B 157.549 und ein Gesellschaftskapital von einhundertfünfzigtausend Euro (EUR 125,000.-) hat,

hier vertreten durch Herrn José María Ortiz, mit Geschäftsadresse in 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, Großherzogtum Luxemburg, aufgrund der Vollmacht, welche am 10 Juni 2015 erteilt wurde.

Besagte Vollmacht, welche von der erschienenen Person und dem unterzeichneten Notar unterzeichnet wurde, wird der vorliegenden Urkunde beigelegt, um diese später bei der Registrierungsbehörde einzureichen.

Die erschienene Partei, vertreten wie oben dargestellt, hat den unterzeichneten Notar ersucht, die Satzung einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), welche hiermit gegründet wird, wie folgt aufzusetzen.

I. Firma - Gesellschaftssitz - Gesellschaftszweck - Dauer

Art. 1. Name. Der Name der Gesellschaft lautet „LAC Prop Co. A S.à r.l.“ (die Gesellschaft). Die Gesellschaft ist eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) und unterliegt den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg, insbesondere den Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften in seiner derzeit geltenden Fassung (das Gesetz) und der hier vorliegenden Gesellschaftssatzung (die Satzung).

Art. 2. Gesellschaftssitz.

2.1. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Contern, im Großherzogtum Luxemburg. Der Sitz der Gesellschaft kann durch Beschluss des Geschäftsführungsrates der Gesellschaft an einen anderen Ort innerhalb der Gemeinde verlegt werden. Der Sitz der Gesellschaft kann durch Beschluss der Gesellschafter in Übereinstimmung mit den Bestimmungen über die Satzungsänderung an jeden anderen Ort des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden.

2.2. Filialen, Zweigniederlassungen und andere Geschäftsräume können im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland durch einen Beschluss des Geschäftsführungsrates errichtet werden. Sollte der Geschäftsführungsrat feststellen, dass außergewöhnliche politische oder militärische Entwicklungen oder Ereignisse bestehen oder vorauszusehen sind und dass diese Entwicklungen oder Ereignisse die normale Geschäftstätigkeit der Gesellschaft am Gesellschaftssitz oder die Ver-

bindung zwischen diesem Gesellschaftssitz und Personen außerhalb behindern können, kann der Sitz bis zur vollständigen Wiederherstellung des ursprünglichen Zustandes vorübergehend ins Ausland verlegt werden. Derartige vorübergehende Maßnahmen haben keinen Einfluss auf die Nationalität der Gesellschaft, die ungeachtet einer vorübergehenden Verlegung des Gesellschaftssitzes eine in Luxemburg gegründete Gesellschaft bleibt.

Art. 3. Gesellschaftszweck.

3.1. Zweck der Gesellschaft ist der direkte oder indirekte Erwerb von Immobilien im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland, insbesondere von Einkaufszentren, und der Erwerb und die Verwaltung von zur Bewirtschaftung der Immobilien erforderlichen Gegenständen.

3.2. Die Gesellschaft kann Darlehen jeglicher Art aufnehmen, ausgenommen im Wege eines öffentlichen Angebots. Sie kann, jedoch nur durch Privatplatzierungen, Schuldscheine, Anleihen sowie jegliche Art von Schuldtitel und Dividendenpapiere ausgeben. Die Gesellschaft kann Geldmittel, einschließlich und uneingeschränkt die Erträge aus Kreditverbindlichkeiten, an ihre Zweigniederlassungen, Tochtergesellschaften und andere Gesellschaften verleihen. Des Weiteren kann die Gesellschaft in Bezug auf ihr gesamtes oder nur einen Teil ihres Vermögens Sicherheiten leisten, verpfänden, übertragen, belasten oder auf andere Weise Sicherheiten bestellen und gewähren, um ihren eigenen Verpflichtungen und solchen anderer Gesellschaften nachzukommen und im Allgemeinen zu ihrem eigenen Vorteil und zum Vorteil jeder anderen Gesellschaft oder Person. Um Unstimmigkeiten auszuschließen, ist die Gesellschaft nicht dazu befugt ohne die erforderliche Genehmigung reglementierte Tätigkeiten in Bezug auf den Finanzsektor auszuüben.

Art. 4. Dauer.

4.1. Die Gesellschaft wird auf unbestimmte Dauer gegründet.

4.2. Die Gesellschaft wird nicht aufgrund eines Todesfalles, der Aufhebung von Bürgerrechten, Rechtsunfähigkeit, Insolvenz, Konkurs oder einem ähnlichen Vorkommnis, welches einen oder mehrere Gesellschafter betrifft, aufgelöst.

II. Kapital - Geschäftsanteile

Art. 5. Kapital.

5.1. Das Gesellschaftskapital beläuft sich auf dreizehntausendsiebenhundertfünfzig Euro (EUR 13.750,-), aufgeteilt in (i) eintausend zweihundertundfünfzig (1.250) Stammanteile, (ii) eintausend zweihundertundfünfzig (1.250) Anteile der Klasse A (die "Klasse A Anteile"), (iii) eintausend zweihundertundfünfzig (1.250) Anteile der Klasse B (die "Klasse B Anteile"), (iv) eintausend zweihundertundfünfzig (1.250) Anteile der Klasse C (die "Klasse C Anteile"), (v) eintausend zweihundertundfünfzig (1.250) Anteile der Klasse D (die "Klasse D Anteile"), (vi) eintausend zweihundertundfünfzig (1.250) Anteile der Klasse E (die "Klasse E Anteile"), (vii) eintausend zweihundertundfünfzig (1.250) Anteile der Klasse F (die "Klasse F Anteile"), (viii) eintausend zweihundertundfünfzig (1.250) Anteile der Klasse G (die "Klasse G Anteile"), (ix) eintausend zweihundertundfünfzig (1.250) Anteile der Klasse H (die "Klasse H Anteile"), (x) eintausend zweihundertundfünfzig (1.250) Anteile der Klasse I (die "Klasse I Anteile") und (xi) eintausend zweihundertundfünfzig (1.250) Anteile der Klasse J (die "Klasse J Anteile"); jede jeweils ausgegeben in voll liberierten Namensanteile mit einem Nominalwert von je einem Euro (EUR 1).

5.2. Zusätzlich zum gezeichneten Gesellschaftskapital kann ein Rücklagenkonto für das Emmissionsagio eingerichtet werden, auf welchem das auf die Stammanteile über deren Nominalwert eingezahlte Emissionsagio als Kapitalrücklage verbucht werden kann. Der Betrag des Rücklagenkontos kann für Zahlungen der Gesellschaft an ihre(n) Gesellschafter im Rahmen des Rückerwerbs von Stammanteilen, zum Ausgleich des realisierten Nettoverlusts, für Ausschüttungen an den/die Gesellschafter in Form von Dividenden verwedet werden oder der gesetzlichen Kapitalrücklage zugeführt zu werden.

5.3. Durch Beschluss der Generalversammlung der Gesellschafter, der in Übereinstimmung mit den für eine Satzungsänderung erforderlichen Bestimmungen zu fassen ist, kann das gezeichnete Gesellschaftskapital durch die Ausgabe von Anteilen erhöht oder herabgesetzt werden. In keinem Fall darf das Gesellschaftskapital unter einen Betrag von dreizehntausendsiebenhundertfünfzig Euro (EUR 13.750,-) fallen. Dessen ungeachtet kann das Gesellschaftskapital der Gesellschaft verringert werden durch die Löschung einer gesamten Anteilsklasse (nicht jedoch eines Teils Anteilsklasse), welche durch Rückerwerb und Annullierung aller in dieser Klasse ausgegebenen Anteilen erfolgt, wie es von Zeit zu Zeit durch den Geschäftsführungsrat festgestellt und durch die Hauptversammlung oder im Wege eines Umlaufbeschlusses der Gesellschafter bestätigt wird; der Rückerwerb und die Annullierung von Stammanteilen durch die Gesellschaft sind ausgeschlossen. Sofern der Rückerwerb und die Annullierung einer gesamten Klasse beabsichtigt sind, haben diese in der folgenden Reihenfolge zu erfolgen: (i) Klasse J Anteile; (ii) Klasse I Anteile; (iii) Klasse H Anteile; (iv) Klasse G Anteile; (v) Klasse F Anteile; (vi) Klasse E Anteile; (vii) Klasse D Anteile; (viii) Klasse C Anteile; (ix) Klasse B Anteile und (x) Klasse A Anteile.

5.4. Im Falle der Kapitalherabsetzung durch Löschung einer gesamten Anteilsklasse durch Rückerwerb und Annullierung aller ausgegebenen Anteile in der betreffenden Klasse (gemäß obiger Reihenfolge) steht jedem Inhaber von Anteilen dieser Anteilsklasse (pro rata gemäß der gehaltenen Anteile in der jeweiligen Anteilsklasse) ein anteiliger Anspruch aus dem Gesamtannullierungsbetrag in Bezug auf die einzuziehende Anteilsklasse zu; jeder Inhaber von rückerworbenen oder annullierten Anteilen erhält von der Gesellschaft einen Betrag, der dem Annullierungswert pro Anteil für jeden Anteil der relevanten Anteilsklasse entspricht.

5.5. Die Gesellschaft kann den Rückerwerb von Anteilen gemäß den hier festgelegten Bedingungen nur im Rahmen der Anforderungen des Gesetzes vornehmen.

5.6. Für Zwecke dieses Artikels:

“Verfügbarer Betrag” bedeutet den Gesamtbetrag des Nettogewinns der Gesellschaft (einschließlich vorgetragener Gewinne) soweit Gesellschafter gemäß dieser Satzung zum Erhalt von Dividendenausschüttungen berechtigt gewesen wären, erhöht um (i) alle frei ausschüttbaren Reserven (einschließlich des Rücklagenkontos für das Emissionsagio bis zur Höhe der Verluste einschließlich vorgetragener Verluste) und (ii) gegebenenfalls den Betrag der Kapitalherabsetzung und der Verringerung der gesetzlichen Rücklagen im Hinblick auf die einzuziehenden/zu löschenden Anteilsklassen, jedoch verringert um (i) alle Verluste (einschließlich vorgetragener Verluste), und (ii) aller Beträge, welche aufgrund des Gesetzes oder dieser Satzung als Rücklage(n) gebildet werden müssen, jedes Mal wie in den betreffenden Zwischenbilanzen dargestellt (jedoch ohne doppelte Buchung) so dass:

$$AA = (NP + P + CR) - (L + LR)$$

Wobei:

AA = Verfügbarer Betrag

NP = Nettogewinn (einschließlich vorgetragener Gewinne)

P = alle frei ausschüttbaren Reserven (einschließlich des Rücklagenkontos für das Emissionsagio bis zu einem Betrag von L)

CR = der Betrag der Kapitalherabsetzung und der Herabsetzung der gesetzlichen Rücklage bezogen auf diejenige Anteilsklasse, welche aufgelöst werden soll

L = Verluste (einschließlich vorgetragene Verluste)

LR = alle Beträge, welche aufgrund Anforderungen des Gesetzes oder dieser Satzung als Rücklage(n) gebildet werden müssen.

Der verfügbare Betrag, basierend auf obiger Formel, kann um sämtliche der Gesellschaft zum Zeitpunkt der Rücknahme zur Verfügung stehende überschüssige Liquidität und/oder Vermögenswerte, erhöht werden, wobei überschüssige Liquidität und Vermögenswerte aus dem Rücklagenkonto des Emissionsagios bis zur Höhe des Betrags der an das Emissionsagio gebundenen Kapitalrücklage zum Zeitpunkt der Rücknahme zu zahlen sind.

“Annullierungswert pro Anteil” bedeutet den durch Division des Gesamtannullierungsbetrages durch die ausgegebene Anzahl von Anteilen in der von der Annullierung betroffenen Anteilsklasse errechneten Wert.

“Zwischenbilanzen” bedeuten die Zwischenbilanzen der Gesellschaft gemäß luxemburger GAAP zum betreffenden Zwischenbilanzzeitpunkt.

“Zwischenbilanzzeitpunkt” bedeutet das Datum frühestens acht (8) Tage vor dem Datum der Löschung einer Anteilsklasse.

“Gesamtannullierungsbetrag” bedeutet der vom Geschäftsführungsrat oder gegebenenfalls dem Alleingeschäftsführer festgelegten und von der Hauptversammlung (oder gegebenenfalls dem Alleingeschäftsführer der Gesellschaft) oder im Wege eines Umlaufbeschlusses der Gesellschafter bestätigten Betrag, basierend auf den relevanten Zwischenbilanzen. Der Gesamtannullierungsbetrag muss niedriger oder gleich dem gesamten verfügbaren Betrag zum Zeitpunkt der Löschung der betreffenden Anteilsklasse sein, es sei denn, dass dies anderweitig durch die Hauptversammlung (oder gegebenenfalls durch den Alleingeschäftsführer der Gesellschaft) oder im Wege eines Umlaufbeschlusses der Gesellschafter gemäß den Bestimmungen zur Änderung dieser Satzung beschlossen worden ist, vorausgesetzt jedoch, dass der Gesamtannullierungsbetrag nie höher sein darf als der verfügbare Betrag.

Art. 6. Geschäftsanteile.

6.1. Die Anteile der Gesellschaft sind Namensanteile (parts sociales nominatives). Die Geschäftsanteile sind unteilbar und die Gesellschaft lässt nur einen (1) Eigentümer pro Geschäftsanteil zu.

6.2. Die Übertragung von Geschäftsanteilen aufgrund eines Todesfalles an Dritte bedarf der Zustimmung der anderen Gesellschafter, welche drei Viertel der Rechte der Hinterbliebenen vertreten.

Eine Anteilsübertragung ist gegenüber der Gesellschaft oder Dritten nur wirksam, wenn eine solche gemäß Artikel 1690 des luxemburgischen Bürgerlichen Gesetzbuches gegenüber der Gesellschaft angezeigt oder von dieser anerkannt wurde.

6.3. Am Sitz der Gesellschaft wird ein Gesellschafterregister geführt, welches auf Anfrage von jedem Gesellschafter eingesehen werden kann.

6.4. Die Gesellschaft kann ihre eigenen Geschäftsanteile zurückkaufen, vorausgesetzt, die Gesellschaft verfügt über ausreichend ausschüttbare Reserven oder falls der Rückkauf aufgrund einer Herabsetzung des Gesellschaftskapitals beruht.

III. Verwaltung - Stellvertretung

Art. 7. Bestellung und Abberufung von Geschäftsführern.

7.1. Die Gesellschaft wird gemeinschaftlich von zwei oder mehreren Geschäftsführern verwaltet. Diese werden durch einen Beschluss der Hauptversammlung oder im Wege eines Umlaufbeschlusses der Gesellschafter bestellt, welcher auch ihre Amtszeit festlegt. Die Geschäftsführer müssen keine Gesellschafter der Gesellschaft sein.

7.2. Die Geschäftsführer können zu jedem Zeitpunkt (mit oder ohne Grund) von der Hauptversammlung oder im Wege eines Umlaufbeschlusses abberufen werden.

Art. 8. Geschäftsführungsrat. Die Gesellschaft wird von einem Geschäftsführungsrat (der Rat) verwaltet. Der Rat soll aus mindestens zwei (2) Geschäftsführern bestehen, die entweder A Geschäftsführer (Geschäftsführer A) oder B Geschäftsführer (Geschäftsführer B) sein sollen.

8.1. Befugnisse des Geschäftsführungsrates

(i) Sämtliche Befugnisse, welche nicht ausdrücklich per Gesetz oder durch die vorliegende Satzung den Gesellschaftern vorbehalten sind, fallen in den Zuständigkeitsbereich des Rates, welchem die Befugnis zusteht, jegliche Handlungen und Tätigkeiten auszuführen und zu genehmigen, die mit dem Gesellschaftszweck im Einklang stehen.

(ii) Besondere und eingeschränkte Vollmachten können für bestimmte Angelegenheiten an einen oder mehrere Handlungsbevollmächtigte des Rates übertragen werden.

(iii) In Bezug auf die folgenden Entscheidungen soll der Rat nur Beschlüsse fassen sofern (1) die Genehmigung des Investment Komitees der ECE Real Estate Partners S.à r.l. vorliegt, und eine solche Genehmigung schriftlich festgehalten wurde und (2) der einstimmigen Entscheidung aller Parteien einer jeden parallelen Investitionsvereinbarung zwischen der ECE European Prime Shopping Centre II A, SCSp SIF, der ECE European Prime Shopping Centre II B, SCSp und der ECE European Prime Shopping Centre II C, SCSp SIF und, gegebenenfalls, weiteren Parteien, und eine solche Zustimmung schriftlich festgehalten worden ist:

(a) eine Investitionsentscheidung hinsichtlich des direkten oder indirekten (entweder durch die Gesellschaft oder eine Tochtergesellschaft, unabhängig vom Anteil der Inhaberverhältnisse der Gesellschaft) des Erwerbs von Einkaufszentren;

(b) eine Investitionsentscheidung hinsichtlich der direkten oder indirekten (entweder durch die Gesellschaft oder eine Tochtergesellschaft, unabhängig vom Anteil der Inhaberverhältnisse der Gesellschaft) Veräußerung von Einkaufszentren;

(c) eine Investitionsentscheidung hinsichtlich der direkten oder indirekten (entweder durch die Gesellschaft oder eine Tochtergesellschaft, unabhängig vom Anteil der Inhaberverhältnisse der Gesellschaft) Immobilien Finanzierung; und

(d) eine Investitionsentscheidung hinsichtlich der direkten oder indirekten (entweder durch die Gesellschaft oder eine Tochtergesellschaft, unabhängig vom Anteil der Inhaberverhältnisse der Gesellschaft) Erweiterung von Einkaufszentren, dass heißt insbesondere die bauliche Veränderungen durch neue Gebäudeteile und Anbauten, von Einkaufszentren.

8.2. Verfahren

(i) Auf Wunsch eines jeden Geschäftsführers findet eine Versammlung des Rates, an einem in der Ankündigung genannten Ort, grundsätzlich aber in Luxemburg, statt.

(ii) Eine schriftliche Ankündigung einer jeden Versammlung des Rates geht allen Geschäftsführern spätestens vierundzwanzig (24) Stunden vor der Versammlung zu, es sei denn es liegt ein Notfall vor, dessen Art und Umstand sodann in der Ankündigung darzulegen ist.

(iii) Eine Ankündigung ist nicht erforderlich, wenn alle Mitglieder des Rates bei der Versammlung anwesend oder vertreten sind und erklären, dass ihnen die Tagesordnung der Versammlung vollständig bekannt ist. Auf eine Ankündigung kann ein Geschäftsführer zudem entweder vor oder nach der Sitzung freiwillig verzichten. Gesonderte schriftliche Ankündigungen sind nicht erforderlich, wenn es sich um eine Versammlung handelt, welche örtlich und zeitlich im Voraus in einem Terminplan angekündigt wurde, welcher durch den Rat verabschiedet wurde.

(iv) Ein Geschäftsführer kann einem anderen Geschäftsführer eine Vollmacht erteilen, um sich bei Versammlung des Rates vertreten zu lassen.

(v) Der Rat ist nur tagungs- und beschlussfähig, wenn (a) die Mehrheit seiner Mitglieder anwesend oder vertreten sind und (b) wenigstens ein Geschäftsführer A bei der Versammlung anwesend oder vertreten ist. Die Beschlüsse des Rates sind wirksam, wenn sie mit einer einfachen Mehrheit der von den anwesenden und vertretenen Geschäftsführern gefasst werden, wobei mindestens ein Geschäftsführer A für den Beschluss oder die Beschlüsse gestimmt haben muss. Die Beschlüsse des Rates werden in Sitzungsprotokollen festgehalten, welche vom Vorsitzenden der Versammlung oder, wenn kein Vorsitzender bestimmt wurde, von allen bei der Sitzung anwesenden und vertretenen Geschäftsführern unterzeichnet werden müssen.

(vi) Jeder Geschäftsführer kann per Telefon- oder Videokonferenz oder durch jedes andere, vergleichbare Kommunikationsmittel an einer Versammlung des Rates teilnehmen, welches es allen Teilnehmern der Versammlung ermöglicht, einander zu identifizieren, zu hören und miteinander zu kommunizieren. Eine solche Teilnahme ist einer persönlichen Teilnahme an einer ordnungsgemäß einberufenen und gehaltenen Versammlung gleichzusetzen.

(vii) Beschlüsse in Textform, welche von allen Geschäftsführern unterzeichnet sind und im Umlaufverfahren gefasst worden sind (die Umlaufbeschlüsse der Geschäftsführer), sind genauso gültig und verbindlich wie ein Beschluss, der in einer ordentlich einberufenen und abgehaltenen Versammlung des Rates gefasst wurde und tragen das Datum der zuletzt hinzugefügten Unterschrift.

8.3. Vertretung

(i) Die Gesellschaft wird gegenüber Dritten in allen Angelegenheiten durch die gemeinschaftliche Unterschrift von zwei (2) Geschäftsführern gebunden, wobei stets mindestens ein Geschäftsführer A unterzeichnet haben muss.

(ii) Die Gesellschaft wird ebenfalls gegenüber Dritten durch die Unterzeichnung der mit gemäß Sinne von Artikel 8.1. (ii) Spezialvollmachten ausgestatteten Personen gebunden.

Art. 9. Haftung der Geschäftsführer. Die Geschäftsführer sind aufgrund ihres Amtes nicht persönlich haftbar für Verbindlichkeiten, die sie im Namen der Gesellschaft wirksam eingegangen sind, vorausgesetzt, dass solche Verbindlichkeiten in Übereinstimmung mit den Bestimmungen der Satzung sowie den gesetzlichen Vorschriften stehen und der Geschäftsführer in gutem Glauben gehandelt hat.

IV. Gesellschafter

Art. 10. Hauptversammlung und Umlaufbeschlüsse der Gesellschafter.

10.1. Vollmachten und Stimmrechte

(i) Beschlüsse der Gesellschafter werden in einer Hauptversammlung der Gesellschafter (die Hauptversammlung) oder durch Beschlüsse im Umlaufverfahren (die Umlaufbeschlüsse der Gesellschafter) gefasst.

(ii) Werden Beschlüsse im Wege der Umlaufbeschlüsse der Gesellschafter gefasst, so wird der Inhalt der Beschlüsse gemäß den Bestimmungen der Satzung an alle Gesellschafter übersandt. Die von allen Gesellschaftern unterzeichneten Umlaufbeschlüsse der Gesellschafter, welcher das Datum der zuletzt hinzugefügten Unterschrift trägt, ist genauso gültig und verbindlich wie ein Beschluss, der in einer ordentlich einberufenen und abgehaltenen Hauptversammlung gefasst wurde.

(iii) Je ein Geschäftsanteil gewährt eine (1) Stimme.

10.2. Ankündigung, Beschlussfähigkeit, Mehrheit der Stimmen und Wahlverfahren

(i) Auf Initiative eines Geschäftsführers oder der Gesellschafter, welche mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals vertreten, werden die Gesellschafter zur Hauptversammlung einberufen oder schriftlich zur Entscheidung gebeten.

(ii) Eine schriftliche Ankündigung einer jede Hauptversammlung geht allen Gesellschaftern spätestens acht (8) Tage im Voraus zu, es sei denn es liegt ein Notfall vor, dessen Art und Umstand sodann in der Ankündigung dazulegen ist.

(iii) Die Hauptversammlungen finden an dem in der Ankündigung genannten Ort, zur in der Ankündigung genannten Zeit statt; die Hauptversammlungen sollten grundsätzlich im Großherzogtum Luxemburg abgehalten werden.

(iv) Die Hauptversammlung kann ohne vorherige Ankündigung abgehalten werden, wenn alle anwesenden oder vertretenen Gesellschafter erklären, dass ihnen die Tagesordnung im Voraus bekannt gegeben wurde und sich selbst als ordnungsgemäß einberufen betrachten.

(v) Ein Gesellschafter kann einer anderen Person, bei welcher es sich nicht um einen Gesellschafter handeln muss, eine schriftliche Vollmacht erteilen, um von dieser bei der Hauptversammlung vertreten zu werden.

(vi) Die in den Hauptversammlungen oder in Form von Umlaufbeschlüssen der Gesellschafter zu fassenden Beschlüsse werden von den Gesellschaftern getroffen, welche mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals vertreten. Wird eine solche Mehrheit bei der ersten Hauptversammlung oder dem ersten Beschluss in Textform nicht erreicht, werden die Gesellschafter per Einschreiben zu einer zweiten Hauptversammlung geladen oder erneut zur schriftlichen Entscheidung gebeten und die Beschlüsse oder die Umlaufbeschlüsse der Gesellschafter werden sodann aufgrund der Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst, unbeschadet der Quote des vertretenen Gesellschaftskapitals.

(vii) Die Satzung kann mit Zustimmung der Mehrheit der Gesellschafter, welche drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertreten, abgeändert werden.

(viii) Jede Änderung der Nationalität der Gesellschaft und jede Erhöhung der Verpflichtungen eines Gesellschafters gegenüber der Gesellschaft erfordert die einstimmige Zustimmung aller Gesellschafter.

10.3. Gegenstände von Beschlüssen

Die Gesellschafter sollen über die Gegenstände abstimmen welche per Gesetz vorgeschrieben sind.

Art. 11. Alleingesellschafter.

11.1. Sofern die Gesellschaft auf einen (1) Gesellschafter reduziert wird, übt dieser alle Befugnisse aus, welche auch der Hauptversammlung durch das Gesetz verliehen wurden.

11.2. Bezugnahmen auf die Gesellschafter und die Hauptversammlung oder den Umlaufbeschluss der Gesellschafter innerhalb dieser Satzung gelten entsprechend für den Alleingesellschafter oder die von ihm gefassten Beschlüsse.

11.3. Die von dem Alleingesellschafter gefassten Beschlüsse sind schriftlich zu verfassen.

V. Jahresabschluss - Gewinnverteilung - Aufsicht

Art. 12. Geschäftsjahr und Genehmigung des Jahresabschlusses.

12.1. Das Geschäftsjahr beginnt am ersten (1) Januar und endet am einunddreißigsten (31) Dezember eines jeden Jahres.

12.2. Der Rat erstellt jedes Jahr die Bilanz und die Gewinn- und Verlustkonten der Gesellschaft sowie eine Bestandsliste, welche die Aktiva und Passiva der Gesellschaft darstellt und einen Anhang welcher alle Verpflichtungen der Gesellschaft, die Verbindlichkeiten der Geschäftsführer und der Gesellschafter gegenüber der Gesellschaft zusammenfasst.

12.3. Jeder Gesellschafter kann die Bestandsliste und die Bilanz am Sitz der Gesellschaft einsehen.

12.4. Die Bilanz und die Gewinn- und Verlustkonten werden in der jährlichen Hauptversammlung oder im Wege eines Umlaufbeschlusses der Gesellschafter innerhalb von sechs (6) Monaten nach Beendigung des Geschäftsjahres genehmigt.

Art. 13. Gewinnausschüttung.

13.1. Fünf Prozent (5%) des jährlichen Nettogewinns der Gesellschaft werden der gesetzlich vorgeschriebenen Rücklage zugeführt. Diese Rücklageeinzahlungspflicht besteht nicht mehr, sobald die gesetzliche Rücklage zehn Prozent (10%) des Stammkapitals der Gesellschaft erreicht hat.

13.2. Die Gesellschafter entscheiden auf welche Art und Weise über den Überschuss des jährlichen Nettogewinns zu verfügen ist. Sie können, in Übereinstimmung mit den geltenden gesetzlichen Regelungen, mit dem Überschuss eine Dividendenausschüttung vornehmen, diesen auf ein Rücklagenkonto einzahlen oder als Gewinn vortragen.

13.3. Abschlagsdividenden können jederzeit unter folgenden Bedingungen ausgeschüttet werden:

(i) ein Zwischenabschluss wird vom Rat angefertigt;

(ii) dieser Zwischenabschluss zeigt, dass ausreichend Gewinne und andere Reserven (inklusive des Emissionsagio) zur Ausschüttung zur Verfügung stehen; es wird allgemein angenommen, dass der auszuschüttende Betrag, die seit dem Ende des vorhergehenden Geschäftsjahres erzielten Gewinne, für welches die Jahresabschlüsse bereits bewilligt wurden, erhöht um die vorgetragene Gewinne und ausschüttbaren Rücklagen, vermindert um die vorgetragene Verluste und die der gesetzlichen Rücklage zuzuführenden Beträge, nicht übersteigen darf;

(iii) die Entscheidung zur Ausschüttung der Abschlagsdividenden muss durch den Rat innerhalb von zwei (2) Monaten ab dem Tag des Zwischenabschlusses getroffen werden;

(iv) es wird eine Zusicherung abgegeben, dass die Rechte der Gläubiger der Gesellschaft durch die Zwischenausschüttung nicht gefährdet werden; und

(v) übersteigen die gezahlten Abschlagsdividenden den ausschüttungsfähigen Gewinn am Ende des Geschäftsjahres, so müssen die Gesellschafter der Gesellschaft den ausgeschütteten Betrag zurückerstatten.

VI. Auflösung - Liquidation

14.1. Die Gesellschaft kann jederzeit durch einen genehmigenden Beschluss der Mehrheit (in Zahlen) der Gesellschafter, welche mindestens drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertreten, aufgelöst werden. Die Gesellschafter ernennen einen (1) oder mehrere Liquidatoren, bei welchen es sich nicht um Gesellschafter handeln muss, zwecks der Durchführung der Auflösung und bestimmen ihre Anzahl, Befugnisse und Vergütung. Vorbehaltlich anderweitiger Entscheidungen durch die Gesellschafter, haben die Liquidatoren die Befugnis, die Aktiva der Gesellschaft zu veräußern und die Verbindlichkeiten der Gesellschaft zu erfüllen.

14.2. Der Mehrwert nach der Veräußerung der Aktiva und Erfüllung der Verbindlichkeiten wird unter den Gesellschaftern im Verhältnis zu den von ihnen gehaltenen Anteilen aufgeteilt.

VII. Allgemeine Bestimmungen

15.1. Mitteilungen und Benachrichtigungen können angefertigt oder es kann darauf verzichtet werden und Umlaufbeschlüsse der Geschäftsführer und Umlaufbeschlüsse der Gesellschafter werden schriftlich, durch Telegramm, Telefax, E-Mail oder im Wege anderer elektronischer Kommunikationsmittel dokumentiert.

15.2. Vollmachten können in der oben beschriebenen Weise erteilt werden. Vollmachten im Zusammenhang mit einer Versammlung des Rates können von einem Geschäftsführer, in Übereinstimmung mit den vom Rat genehmigten Bedingungen, erteilt werden.

15.3. Unterschriften können handschriftlich oder aber in elektronischer Form geleistet werden, vorausgesetzt es werden alle gesetzlichen Erfordernisse für handschriftliche Unterschriften entsprechend erfüllt. Unterschriften auf Umlaufbeschlüssen der Geschäftsführer oder der Gesellschafter oder Beschlüsse die in einer Telefon- oder Videokonferenz gefasst werden, müssen auf dem Original abgegeben werden oder auf mehreren Ausfertigungen desselben Dokuments, welche zusammen ein und dasselbe Dokument bilden.

15.4. Sämtliche nicht ausdrücklich durch diese Satzung geregelte Angelegenheiten richten sich nach den entsprechenden Regelungen des Gesetzes und, vorbehaltlich einer jeden unabdingbaren Regelung des Gesetzes, jeder Vereinbarung die die Gesellschafter in der Zwischenzeit eingehen.

Übergangsbestimmung

Das erste Geschäftsjahr beginnt am Tag der Gründung dieser Gesellschaft und endet am 31. Dezember 2015.

Zeichnung und Zahlung

ECE European Prime Shopping Centre II A, SCSp SIF, wie vorstehend bezeichnet und vertreten, zeichnet dreizehntausendsiebenhundertfünfzig (13.750) Geschäftsanteile mit einem Nennwert von einem Euro (EUR 1,-) und erklärt die vollständige Bareinlage dieser Geschäftsanteile in Höhe von dreizehntausendsiebenhundertfünfzig Euro (EUR 13.750.-).

Die Geschäftsanteile wurden vollständig in bar eingezahlt, so dass der Betrag von dreizehntausendsiebenhundertfünfzig Euro (EUR 13.750.-) jetzt der Gesellschaft frei zur Verfügung steht. Ein Beleg hierfür liegt dem unterzeichneten Notar vor.

106926

Kosten

Die Ausgaben, Kosten, Vergütungen und Aufwendungen jeglicher Art, welche der Gesellschaft aufgrund der vorliegenden Urkunde entstehen, werden ungefähr eintausend einhundert Euro (EUR 1.100,-) betragen.

Beschlüsse des alleingeschafters

Unverzüglich nach der Gründung der Gesellschaft, hat der Alleingeschafter, welcher die Gesamtheit der gezeichneten Geschäftsanteile vertritt, folgende Beschlüsse gefasst:

1. Folgende Personen werden für einen unbeschränkten Zeitraum ernannt:

a. als Geschäftsführer A der Gesellschaft

- José Marfa Ortiz, Verwaltungsratsmitglied, geboren am 3. Januar 1970 in Madrid, Spanien, geschäftsansässig in 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern

b. als Geschäftsführer B der Gesellschaft

- Ulrich Binninger, Verwaltungsratsmitglied, geboren am 30 August, 1966 in Trier, Deutschland, geschäftsansässig in 19, rue des Lilas, L-8035 Strassen

2. Sitz der Gesellschaft sind in 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, Großherzogtum Luxemburg.

Erklärung

Der unterzeichnete Notar, welcher der englischen Sprache im Verständnis und im Sprachgebrauch mächtig ist, erklärt hiermit, dass auf Anfrage der erschienenen Partei die Urkunde in englischer Sprache, gefolgt von einer deutschen Übersetzung, verfasst wurde, und im Falle einer Abweichung zwischen dem englischen und deutschen Text, die englische Fassung maßgeblich sein soll.

Um dieses zu beurkunden wurde diese notarielle Urkunde am vorgenannten Tag in Contern aufgenommen.

Sie wurde dem Bevollmächtigten der erschienenen Partei vorgelesen und von der letzteren und dem unterzeichneten Notar unterschrieben.

Gezeichnet: J. M. ORTIZ, DELOSCH.

Enregistré à Diekirch Actes Civils, le 29/06/2015 2015. Relation: DAC/2015/10682. Reçu soixante-quinze (75.-) euros.

Le Receveur (signé): THOLL.

Für gleichlautende Ausfertigung, ausgestellt zwecks Veröffentlichung im Memorial C.

Diekirch, den 29. Juni 2015.

Référence de publication: 2015104086/640.

(150113607) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2015.

TVZ Broadcasting S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 21, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 198.033.

—
STATUTES

In the year two thousand fifteen, on the fifteenth day of the month of June;

Before Us Me Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), undersigned,

THERE APPEARED:

“TURKUVAZ TELEVİZYON VE RADYO İŞLETMECİLİĞİ A.Ş.,” a joint stock company incorporated and existing under the laws of Turkey, having its registered office at Barbaros Bulvarı, Cam Han, No:153 Balmumcu, Beşiktaş, İstanbul - Turkey, registered with the Istanbul Trade Registry under the number 653152,

here represented by Mr. Christian DOSTERT, notary clerk, residing professionally in L-1644 Luxembourg, 12, rue Jean Engling, (the “Proxy-holder”), by virtue of a proxy given under private seal; such proxy, after having been signed “ne varietur” by the Proxy-holder and the officiating notary, will remain attached to the present deed in order to be recorded with it.

Such appearing party, represented as said before, has requested the officiating notary to document the deed of incorporation of a public limited company (“société anonyme”) which it deems to incorporate herewith and the articles of association of which are established as follows:

A. Purpose, Duration, Name, Registered office

Art. 1. There is hereby established by the subscriber of the shares (“actions”) created hereafter and among all those who may become shareholders (“actionnaires”) in future, a joint stock company (“société anonyme”) (hereinafter the “Com-

pany”) which shall be governed by the Luxembourg Company Act dated August 10th 1915, (as amended), as well as by these articles of incorporation.

Art. 2. The Company may carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the acquiring of participating interests in any enterprise in whatever form and the administration, management, control and development of those participating interests.

In particular, the Company may use its funds for the establishment, management, development, distribution, sell, resell, license, sublicense, acquisition, create, subscribe, transfer and disposal of a portfolio consisting of any securities, intellectual property rights, tv channels, content, videos, video on demand, platform, television signal, multimedia, feeds, signals and patents of whatever origin, and participate in the creation, development and control of any enterprise, the acquisition, by way of investment, subscription, underwriting or option, of securities and patents, to realize them by way of sale, transfer, exchange or otherwise develop such securities, intellectual property and patents, grant to other companies or enterprises any support, loans, advances or guarantees.

Subject to obtaining the relevant authorization, the purpose of the Company is also the broadcasting, on a pay or free to air basis, via satellite, cable, terrestrial, broadband, xDSL, iptv, web, mobile, SmartTV, OTT devices or whatsoever, the creation, the production, distribution, retransmission and the modification of any audio visual content, format programs, signal, feed. For use through all sorts of multimedia devices including but not limited to television.

The Company may also carry out any commercial, industrial or financial operations, any transactions in respect of real estate or moveable property, which the Company may deem useful to the accomplishment of its purposes.

Art. 3. The Company is incorporated for an unlimited period.

Art. 4. The Company will assume the name of “TVZ BROADCASTING S.A.”.

Art. 5. The registered office of the Company is established in Luxembourg- City, Grand Duchy of Luxembourg. The registered office may be transferred within the same municipality by decision of the board of directors. Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by resolution of the board of directors. In the event that the board of directors determines that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent, that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company.

B. Share capital, Shares

Art. 6. The Company's subscribed share capital is set at thirty-one thousand euro (EUR 31,000.-), represented by thirty-one thousand (31,000) shares each with a par value of one euro (EUR 1,-). Each share is entitled to one vote at ordinary and extraordinary general meetings.

The authorized capital is fixed at five hundred thousand euro (EUR 500,000.-) consisting of five hundred thousand (500,000) shares each with a par value of one euro (EUR 1,-).

Art. 7. The authorized and the subscribed share capital may be modified in the manner required for amendment of these articles of association.

Furthermore the board of directors is authorized, during a period of five years after the date of publication of these articles of association, to increase from time to time the subscribed capital within the limits of the authorized capital. Such increased amount may be subscribed and issued with or without an issue premium, as the board of directors may from time to time determine. The board of directors is specially authorized to proceed to such issues without reserving to the then existing shareholders a preferential right to subscribe to the shares to be issued.

The board of directors may delegate to any duly authorized director or officer of the Company, or to any other duly authorized person, the duties of accepting subscriptions and receiving payment for shares representing part or all of such increased amounts of capital.

The Company may, to the extent and under terms permitted by law redeem its own shares.

Art. 8. The shares of the Company are in registered form.

The Company will recognize only one holder per share. The joint co-owners shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company.

Art. 9. The Company's shares are transferable in the conditions set forth by article 40 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

Art. 10. The death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of one of the shareholders will not cause the dissolution of the Company.

C. Management

Art. 11. The Company is managed by a board of directors composed of at least three (3) directors (“administrateurs”) who need not be shareholders. Each director shall be either a class A-director or a class-B director.

The directors shall be elected by the shareholders at the general meeting which shall determine their remuneration and term of office. The directors shall not be elected for a period exceeding six years and they shall hold office until their successors are elected. Unless a period for their election has specifically been stated, they shall be deemed elected for a period of two years. They will remain in function until their successors have been appointed. Their reelection is authorized.

Any director may be removed with or without cause by the general meeting of shareholders. In the event of a vacancy in the office of a director following death, resignation, retirement or otherwise, the remaining directors may temporarily appoint a director; such decision to be ratified by the next general meeting.

In dealing with third parties, the board of directors has extensive powers to act in the name of the Company in all circumstances and to authorise all acts and operations consistent with the Company's purpose

The Company will be bound in all circumstances by the joint signatures of one class A-director together with one class B-director or by the sole signature of the daily manager (administrateur-délégué).

The board of directors may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company and the representation of the Company for such management and affairs, with prior consent of the general meeting of shareholders, to any member or members of the board, directors, managers or other officers who need not be shareholders of the company, under such terms and with such powers as the board shall determine. It may also confer all powers and special mandates to any persons who need not be directors, appoint and dismiss all officers and employees and fix their emoluments.

Art. 12. The Company is managed by a board of directors which may choose from among its members a chairman and a vice-chairman. It may also choose a secretary, who need not be a director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of directors.

The board of directors shall meet upon call by the chairman, or two directors, at the place indicated in the notice of meeting. The meetings of the board of directors shall be held at the registered office of the Company unless otherwise indicated in the notice of meeting.

The chairman shall preside all meetings of the board of directors, but in his absence, the board of directors may appoint another director as chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

Written notice of any meeting of the board of directors must be given to the directors at least seventy two (72) hours in advance of the date foreseen for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be waived by consent in writing. A separate notice will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of directors.

No notice shall be required in case all the members of the board of directors are present or represented at a meeting of such board of directors or in the case of resolutions in writing signed by all the members of the board of directors.

Any directors may act at any meeting of the board of directors by appointing in writing another manager as his proxy. Any director may represent one or more of his colleagues.

Any director may participate in any meeting of the board of directors by conference-call, videoconference or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting and such meetings are deemed to be held at the registered office of the Company.

The board of directors can deliberate or act validly only if one class A-director is present or represented at a meeting of the board of directors. Decisions shall be taken by the sole vote of one class A-director or one class A-director together with one class B-director present or represented at such meeting.

The board of directors may, upon their unanimous consent to such resolution taking procedure, pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by cable, telegram, telex or facsimile, e-mail or any other similar means of communication. The entirety will form the minutes giving evidence of the resolution. Such resolutions are deemed taken at the registered office of the Company.

Art. 13. The minutes of any meeting of the board of directors shall be signed by the class A-director or by each director. Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman or by any two directors or by any person duly appointed to that effect by the board of directors.

Art. 14. The death or resignation of a director, for any reason whatsoever, shall not cause the dissolution of the Company.

Art. 15. The directors do not assume, by reason of its/their position, any personal liability in relation to commitments regularly made by them in the name of the Company. They are authorised agents only and are therefore merely responsible for the execution of their mandate.

Art. 16. The board of directors may decide to pay interim dividends on the basis of a statement of accounts prepared by the board of directors showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed realized profits since the end of the last fiscal year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established by law or by these articles of incorporation. The decision of the board of directors to distribute an interim dividend may not be taken more than two months after the date at which the interim accounts have been made up.

Art. 17. The operations of the Company shall be supervised by one or several statutory auditors, which may be shareholders or not. The general meeting of shareholders shall appoint the statutory auditors and shall determine their number, remuneration and term of office which may not exceed six years. Unless a period for its/their election has been specifically stated, it/they shall be deemed as having been elected for a period of two years.

D. Decisions of the sole shareholder, Collective decisions of the shareholders

Art. 18. Each shareholder may participate in collective decisions irrespective of the number of shares which he owns. Each shareholder is entitled to as many votes as he holds or represents shares.

Art. 19. Save a higher majority as provided herein, collective decisions are only validly taken in so far as they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital. The shareholders may not change the nationality of the Company otherwise than by unanimous consent. Any other amendment of the articles of incorporation requires the approval of a majority of shareholders representing at least two-thirds of the votes cast.

Art. 20. In the case of a sole shareholder, such shareholder exercises the powers granted to the general meeting of shareholders under the provisions of section IV of the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended.

The annual general meeting of shareholders shall be held on the 3rd Thursday of the month of June at 02:30 p.m. at the registered office of the Company, or at such other place as may be specified in the notice of meeting.

If such day is a legal holiday, the annual general meeting shall be held on the next following business day.

E. Financial year, Annual accounts, Distribution of profits

Art. 21. The Company's year commences on January 1st and ends on December 31st of the same year.

Art. 22. Each year on December 31st, the accounts are closed and the director(s) prepare(s) an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities. Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 23. Five per cent (5%) of the net profit is set aside for the establishment of a statutory reserve, until such reserve amounts to ten per cent (10%) of the share capital. The balance may be freely used by the shareholders.

The general meeting of shareholders, upon recommendation of the board of directors, will determine how the remainder of the annual net profits will be disposed of.

In the event of partly paid shares, dividends will be payable in proportion to the paid-in amount of such shares.

F. Dissolution, Liquidation

Art. 24. In the event of dissolution of the Company, the Company shall be liquidated by one or more liquidators, who need not be shareholders, and which are appointed by the general meeting of shareholders which will determine their powers and fees. Unless otherwise provided, the liquidators shall have the most extensive powers for the realisation of the assets and payment of the liabilities of the Company.

The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities shall be distributed among the shareholders in proportion to the shares of the Company held by them.

Art. 25. All matters not governed by these articles of incorporation shall be determined in accordance with the Luxembourg Company Act dated August 10th, 1915, as amended.

Transitory dispositions

1. The first financial year runs from the date of incorporation and ends on the 31st of December 2015.
2. The first ordinary general meeting will be held in the year 2016.
3. Exceptionally, the first chairman and the first delegate of the board of directors may be nominated by a passing of a resolution of the sole shareholder.

Subscription and payment

The Articles of the Company thus having been established, the thirty-one thousand (31,000) shares have been subscribed by the sole shareholder, the company "TURKUVAZ TELEVIZYON VE RADYO İŞLETMECİLİĞİ A.Ş.", predesignated and represented as said before, and fully paid up by the aforesaid subscriber by payment in cash, so that the amount of thirty-one thousand euros (31,000.- EUR) is from this day on at the free disposal of the Company, as it has been proved to the officiating notary by a bank certificate, who states it expressly.

Declaration

The undersigned notary herewith declares having verified the existence of the conditions enumerated in article 26 of the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended, and expressly states that they have been fulfilled.

Resolutions taken by the sole shareholder

The aforementioned appearing party, representing the whole of the subscribed share capital, has adopted the following resolutions as sole shareholder:

1. The registered office of the Company shall be at 21, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg-City (Grand Duchy of Luxembourg).

2. The number of directors is set at four (4) and the following persons are appointed as Directors of the Company for a period of six (6) years:

a) TURKUVAZ TELEVİZYON VE RADYO İŞLETMECİLİĞİ A.Ş., a joint stock company incorporated and existing under the laws of Turkey, having its registered office at Barbaros Bulvarı, Cam Han, No:153 Balmumcu, Beşiktaş, İstanbul - Turkey, registered with the Istanbul Trade Registry under the number 653152, class A-director;

b) Mr. Hassane DIABATE, lawyer, born on 4 April 1971 in Treichville (Côte d'Ivoire), residing professionally at 21, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg-City, Grand Duchy of Luxembourg, class B-director;

c) Mr. Igor KOVROVTSEV, company director, born on 4 July 1964 in Leningrad (Russia), residing professionally at 21, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg-City, Grand Duchy of Luxembourg, class B-director; and

d) Mr. Mahmut IPSIRLI, company director, born on 10 June 1979 in Kayseri (Turkey), residing at Cavusbasi county Beykoz, Istanbul (Turkey), class A-director.

3. In accordance with article 51bis of the modified law of August 10, 1915 on commercial companies, Mr. Mahmut IPSIRLI, pre-named, is appointed as permanent representative of the under a) named director.

4. The number of Auditors is set as one (1) and the following person is appointed as the Auditor of the Company for a period of six (6) years:

The public limited company incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg “COMP-TASSIT S.A.”, established and having its registered office in L-1217 Luxembourg, 12, rue de Bastogne, registered with the Trade and Companies Registry of Luxembourg, section B, under number 161086.

5. Following the faculty offered by point 3) of the transitory dispositions, the sole shareholder appoints, for a period of six (6) years, Mr. Mahmut IPSIRLI, pre-named, as the daily manager (administrateur-délégué) of the Company, with all powers to validly bind the Company, in any circumstances and without restrictions, by his individual signature.

Costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of the present deed, is evaluated at approximately one thousand one hundred Euros.

Statement

The undersigned notary, who understands and speaks English and French, states herewith that, on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing party, and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg, at the date indicated at the beginning of the document.

After reading the present deed to the Proxy-holder of the appearing party, acting as said before, known to the notary by his name, first name, civil status and residence, the said Proxy-holder has signed with Us, the notary, the present deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le quinzième jour du mois de juin;

Pardevant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), sous-signé;

A COMPARU:

“TURKUVAZ TELEVİZYON VE RADYO İŞLETMECİLİĞİ A.Ş.”, une société par actions constituée et existant sous le droit turc, ayant son siège social au Barbaros Bulvarı, Cam Han, No:153 Balmumcu, Beşiktaş, İstanbul - Turquie, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés d'Istanbul sous le numéro 653152,

ici représentée par Monsieur Christian DOSTERT, clerc de notaire, demeurant professionnellement à L-1644 Luxembourg, 12, rue Jean Engling, (le “Mandataire”), en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée; laquelle procuration, après avoir été signée “ne varietur” par le Mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte afin d'être enregistrée avec lui.

Laquelle partie comparante, représentée comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentant de documenter l'acte de constitution d'une société anonyme qu'elle déclare constituer par les présentes et dont les statuts sont établis comme suit:

A. Objet social - Durée - Raison sociale - Siège social

Art. 1^{er}. Il est constitué par les présentes entre le souscripteur et tous ceux qui pourraient devenir propriétaires des actions ci-après créées (les “actionnaires”) une société sous la forme d'une société anonyme (ci-après la “Société”), laquelle sera régie par la loi luxembourgeoise sur les sociétés du 10 août 1915, telle qu'amendée, ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. La Société a pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur, la distribution, la vente, la revente, la licence, l'acquisition, la souscription, le transfert et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres, droits de propriété intellectuelle, chaînes de télévision, les vidéos, les plateformes, multimédia, les données multimédia, les signaux et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, mettre en valeur ces affaires, droits de propriété intellectuelle et brevets, accorder à d'autres sociétés ou entreprises tous concours, prêts, avances ou garanties.

Sous réserve de l'obtention de l'autorisation appropriée, la Société a aussi pour objet la diffusion, sur base onéreuse ou gratuite, par le biais de satellites, câbles, ADSL, xDSL, IPTV, web, mobile, SmartTV, dispositifs OTT, la création, la production, la distribution, retransmission et la modification de tous contenus audiovisuels format programmes, signaux, données et tout ce qui ne se limite pas à la télévision.

La Société pourra aussi accomplir toutes opérations commerciales, industrielles ou financières, ainsi que tous transferts de propriété immobiliers ou mobiliers.

La Société peut exercer toutes activités commerciales, industrielles ou financières ou portant sur des droits de propriété intellectuelle, et entre autres choses faire toutes opérations relatives à la construction et à l'entretien d'infrastructures techniques qu'elle pourra estimer utiles à la réalisation de son objet social.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La Société assumera la raison sociale “TVZ BROADCASTING S.A.”.

Art. 5. Le siège social de la Société est sis à Luxembourg Ville, grand-duché de Luxembourg. Le siège social pourra être transféré à tout autre endroit de la ville de Luxembourg par simple décision du conseil d'administration. Des succursales ou autres bureaux pourront être établis dans le grand-duché de Luxembourg ou à l'étranger sur résolution du conseil d'administration. Au cas où le conseil d'administration estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social se sont produits ou sont imminents, de nature à compromettre l'activité normale de la Société en son siège, ou la communication de ce siège avec des tiers à l'étranger, le siège social de la Société pourra être provisoirement transféré à l'étranger jusqu'à complète cessation de ces circonstances anormales; ces mesures provisoires n'auront toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire de son siège social, restera luxembourgeoise.

B. Capital social, actions

Art. 6. Le capital souscrit de la Société est fixé à trente et un mille euros (EUR 31.000,-), représenté par trente et un mille (31.000) actions d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune. Chacune de ces actions possède le droit de vote lors des assemblées générales ordinaires et extraordinaires.

Le capital autorisé est fixé à cinq cent mille euros (EUR 500.000,-), représenté par cinq cent mille (500.000) actions d'une valeur nominale de un euro (EUR 1,-) chacune.

Art. 7. Le capital autorisé et le capital souscrit de la Société pourront être augmentés ou réduits sur résolution adoptée de la manière prescrite pour la modification des présents Statuts.

Le conseil d'administration est de plus autorisé durant une période de cinq ans après la date de publication des présents statuts à augmenter de fois à autre le capital souscrit dans les limites du capital autorisé. Cette augmentation pourra être souscrite et émise avec ou sans prime, selon ce que le conseil d'administration pourra de fois à autre déterminer. Le conseil d'administration est spécifiquement autorisé à procéder à de telles émissions sans réserver aux actionnaires existants un quelconque droit préférentiel de souscription des actions à être émises.

Le conseil d'administration pourra déléguer à tout administrateur ou cadre de la Société dûment autorisé ou à toute autre personne dûment autorisée, la charge d'accepter les souscriptions et de percevoir les paiements des actions représentant tout ou partie de ces augmentations de capital.

La Société pourra racheter ses propres actions dans les conditions prévues par la loi.

Art. 8. Les actions de la Société seront émises sous la forme nominative.

La Société ne reconnaîtra qu'un seul propriétaire par action. Les co-propriétaires conjoints devront désigner un représentant unique qui les représentera vis-à-vis de la Société.

Art. 9. Les actions de la Société sont cessibles conformément aux conditions édictées par l'article 40 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle qu'amendée.

Art. 10. Le décès, la suspension des droits civiques, la faillite ou l'insolvabilité de l'un des actionnaires n'entraînera en rien la dissolution de la Société.

C. Gestion

Art. 11. La Société sera gérée par un conseil d'administration composé de trois (3) membres au moins, qui n'auront pas besoin d'être actionnaires de la Société. Chaque administrateur peut être de classe A ou de classe B.

Les administrateurs seront élus par les actionnaires lors de leur assemblée générale annuelle, qui déterminera leur rémunération ainsi que la durée de leur mandat. Les administrateurs seront élus pour une période ne pouvant dépasser six ans, et ils occuperont leurs fonctions jusqu'à ce que leurs successeurs aient été élus. A moins qu'une période ait été spécifiée pour la durée de leur mandat, ils seront considérés comme élus pour un mandat de deux ans. Ils occuperont leurs fonctions jusqu'à ce que leurs successeurs aient été élus. Ils seront rééligibles.

Tout administrateur pourra être démis avec ou sans raison et à tout moment par l'assemblée générale des actionnaires. En cas de vacance dans le poste d'un administrateur pour cause de décès, de démission, de retraite ou autrement, les administrateurs restants pourront nommer un administrateur à titre temporaire pour suppléer à cette vacance jusqu'à ratification de cette décision par la prochaine assemblée générale des actionnaires.

Dans ses rapports avec les tiers, le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et pour autoriser tous actes et opérations entrant dans le cadre de l'objet social de la Société.

La Société sera engagée en toutes circonstances par la signature individuelle de l'administrateur de classe A or par la signature conjointe d'un administrateur de classe A et d'un administrateur de classe B de la Société ou par la signature individuelle de l'administrateur-délégué.

Le conseil d'administration pourra déléguer les pouvoirs dont il est investi pour la gestion journalière des affaires de la Société ainsi que la représentation de la Société relative à cette gestion journalière des affaires sociales, et avec l'approbation préalable de l'assemblée générale des actionnaires, à tous membres du conseil d'administration, administrateurs, directeurs ou autres cadres de la Société, qui n'auront pas besoin d'être des actionnaires de la Société, à telles conditions et avec tels pouvoirs que le conseil d'administration déterminera. Il pourra également conférer tous pouvoirs et mandats spéciaux à tous tiers qui n'auront pas besoin d'être des administrateurs, et nommer ou démettre tous agents et employés, et fixer leur rémunération.

Art. 12. La Société sera gérée par un conseil d'administration qui pourra choisir en son sein un président et un vice-président. Il pourra également choisir un secrétaire, lequel sera chargé d'établir les procès-verbaux des réunions du conseil d'administration.

Le conseil d'administration se réunira sur convocation du président ou de deux administrateurs à l'endroit indiqué dans l'avis de convocation. A moins d'indication contraire dans l'avis de convocation, les réunions du conseil d'administration se tiendront au siège social de la Société.

Le président présidera toutes les réunions du conseil d'administration; en cas d'absence de sa part, le conseil d'administration pourra nommer un autre président pro tempore désigné à la majorité des personnes présentes et votant lors de cette réunion.

Avis écrit de convocation à toute réunion du conseil d'administration devra être donné aux administrateurs soixante-douze (72) heures au moins avant la date prévue pour la réunion, excepté en cas d'urgence, auquel cas la nature et les motifs de l'urgence devront être indiqués dans l'avis. Cet avis ne sera nécessaire lorsque chacun des administrateurs en aura convenu par écrit. Un avis séparé ne sera pas nécessaire pour les réunions du conseil d'administration tenues au lieu et heure indiqués dans un tableau préalablement adopté par une résolution du conseil d'administration.

Aucun avis de convocation ne sera nécessaire dès lors que tous les membres du conseil d'administration sont présents ou représentés lors d'une réunion du conseil d'administration ou en cas de résolutions écrites signées par tous les membres du conseil d'administration.

Tout administrateur pourra agir lors de toute réunion du conseil d'administration en nommant un autre administrateur comme son mandataire par écrit. Tout administrateur pourra représenter un ou plusieurs de ses collègues.

Tout administrateur pourra participer à toute réunion du conseil d'administration par voie de conférence téléphonique, vidéoconférence ou tous autres moyens de communication similaires permettant à l'ensemble des personnes participant à cette réunion de s'entendre les uns les autres. Toute participation par ces moyens sera considérée comme équivalant à une participation en personne à cette réunion, et ces réunions seront considérées comme étant tenues au siège social de la Société.

Le conseil d'administration ne peut valablement délibérer ou agir que si un administrateur de classe A est présent ou représenté lors de la réunion du conseil d'administration. Les décisions du conseil d'administration seront prises par un administrateur de classe A ou par un administrateur de classe A avec un administrateur de classe B présents ou représentés lors de la réunion.

Le conseil d'administration pourra sur assentiment unanime d'une telle résolution adopter des résolutions par voie circulaire en exprimant leur accord par écrit, par câble, par télécopie, par télégramme, par télex, par message électronique ou par tous autres moyens de communication similaires. L'ensemble de ces documents constituera le procès-verbal établissant cette résolution. Ces résolutions seront considérées comme ayant été prises au siège social de la Société.

Art. 13. Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil d'administration seront signés par un administrateur de classe A ou par tout administrateur. Les copies ou extraits de ces procès-verbaux destinés à être produits en justice ou ailleurs seront signés par le président ou par deux administrateurs ou par toute personne dûment désignée à cet effet par le conseil d'administration.

Art. 14. Le décès ou la démission d'un administrateur pour quelque raison que ce soit n'entraînera pas la dissolution de la Société.

Art. 15. Les administrateurs n'assument pas du fait de leur position une quelconque responsabilité personnelle relativement à des engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société. Ils ne sont que des agents autorisés et ne sont de ce fait responsables que de la bonne exécution de leur mandat.

Art. 16. Le conseil d'administration pourra décider de verser des dividendes intérimaires sur base d'un relevé de compte préparé par le conseil d'administration et indiquant que des fonds sont disponibles à suffisance en vue de distribution, étant entendu que le montant à être distribué ne pourra être supérieur aux profits réalisés depuis la clôture de l'exercice social précédent, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, moins les pertes reportées et les montants devant être attribués à une réserve exigée par la loi ou les présents statuts. La décision du conseil d'administration de procéder à une distribution de dividendes intérimaires ne pourra être prise postérieurement à un délai de deux mois après la date à laquelle les comptes intérimaires ont été établis.

Art. 17. Les opérations de la Société seront surveillées par un ou plusieurs commissaires aux comptes, qui n'auront pas besoin d'être actionnaires. Les commissaires aux comptes seront nommés par l'assemblée générale des actionnaires, qui déterminera leur nombre, leur rémunération et la durée de leur mandat, laquelle ne pourra être supérieure à six ans. A moins que la durée de ce mandat ait été spécifiquement déterminée, ils seront tenus pour avoir été élus pour un mandat de deux ans.

D. Décisions de l'actionnaire unique - Décisions collectives des actionnaires

Art. 18. Tout actionnaire pourra prendre part à des décisions collectives quel que soit le nombre d'actions dont il est propriétaire. Tout actionnaire possède un nombre de voix identique à celui des actions dont il est porteur ou qu'il représente.

Art. 19. A moins de majorité plus élevée fixée par les présentes, les décisions collectives ne sont valablement prises que si elles sont adoptées par des actionnaires possédant plus d'une moitié du capital social. Les actionnaires ne peuvent modifier la nationalité de la Société autrement que par consentement unanime. Toute autre modification des statuts exige l'approbation d'une majorité d'actionnaires représentant deux tiers au moins des votes exprimés.

Art. 20. En cas d'actionnaire unique, cet actionnaire exercera l'ensemble des pouvoirs dont est investie l'assemblée générale des actionnaires aux termes des dispositions du chapitre IV de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, ainsi qu'ultérieurement amendée.

L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra le 3^{ème} jeudi du mois de juin à 14.30 heures au siège social de la Société ou à tout autre endroit qui sera fixé dans l'avis de convocation.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale annuelle se tiendra le premier jour ouvrable qui suit.

E. Exercice social - Comptes annuels - Distribution des bénéfices

Art. 21. L'exercice social de la Société débutera le 1^{er} janvier et prendra fin le 31 décembre de chaque année civile.

Art. 22. Chaque année au 31 décembre, les comptes sociaux seront clos et les administrateurs prépareront un inventaire comprenant une indication de la valeur des actifs et passifs de la Société. Tout actionnaire pourra examiner ledit inventaire ainsi que le bilan au siège social de la Société.

Art. 23. Cinq pour cent (5%) des bénéfices nets annuels de la Société seront affectés à la constitution de la réserve légale, jusqu'à ce que cette réserve atteigne dix pour cent (10%) du capital social de la Société. Le bilan pourra être librement utilisé par les actionnaires.

L'assemblée générale des actionnaires, sur recommandation du conseil d'administration, déterminera de quelle manière le solde des bénéfices annuels nets sera affecté.

En cas d'actions partiellement libérées, les dividendes seront payables pro rata le montant libéré sur ces actions.

F. Dissolution - Liquidation

Art. 24. En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera effectuée par un ou plusieurs liquidateurs qui n'auront pas besoin d'être actionnaires, nommés par l'assemblée générale des actionnaires, qui déterminera leurs pouvoirs et leurs

émoluments. A moins de stipulation du contraire, les liquidateurs seront investis des pouvoirs les plus étendus pour effectuer la réalisation des actifs et le paiement des passifs de la Société.

Le solde résultant de la réalisation des actifs et du paiement des passifs sera distribué aux actionnaires au prorata des actions de la Société qu'ils détiennent.

Art. 25. La loi luxembourgeoise sur les sociétés du dix août mil neuf cent quinze, telle qu'ultérieurement amendée, sera d'application pour toutes les matières qui ne seraient pas régies par les présents Statuts.

Dispositions transitoires

1. Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 31 décembre 2015.
2. La première assemblée générale ordinaire se tiendra en 2016.
3. Exceptionnellement, le premier président et le premier délégué du conseil d'administration peuvent être nommés par une résolution de l'actionnaire unique.

Souscription et libération

Les Statuts de la Société ayant été ainsi arrêtés, les trente et un mille (31.000) actions ont été souscrites par l'actionnaire unique, la société "TURKUVAZ TELEVIZYON VE RADYO İŞLETMECİLİĞİ A.Ş.", pré-désignée et représentée comme dit ci-avant, et entièrement libérées par la souscriptrice prédite moyennant un versement en numéraire, de sorte que la somme de trente et un mille euros (31.000,- EUR) se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire par une attestation bancaire, qui le constate expressément.

Déclaration

Le notaire instrumentaire déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, et en confirme expressément l'accomplissement.

Résolutions prises par l'actionnaire unique

La partie comparante pré-mentionnée, représentant l'intégralité du capital social souscrit, a pris les résolutions suivantes en tant qu'actionnaire unique:

1. Le siège social de la Société est fixé au 21, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg Ville (Grand-Duché de Luxembourg).

2. Le nombre des administrateurs est fixé à quatre (4) et les personnes suivantes sont nommées administrateurs de la Société pour un mandat de six (6) ans:

a) "TURKUVAZ TELEVIZYON VE RADYO İŞLETMECİLİĞİ A.Ş.", une société par actions constituée et existant sous le droit turc, ayant son siège social au Barbaros Bulvarı, Cam Han, No:153 Balmumcu, Beşiktaş, İstanbul - Turquie, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés d'Istanbul sous le numéro 653152, administrateur de classe A;

b) Monsieur Hassane DIABATE, avocat, né le 4 avril 1971 à Treichville (Côte d'Ivoire), demeurant professionnellement au 21, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg-City, Grand-Duché de Luxembourg, administrateur de classe B;

c) Monsieur Igor KOVROVTSEV, administrateur de société, né le 4 juillet 1964 à Leningrad (Russie), demeurant professionnellement au 21, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg-City, Grand-Duché de Luxembourg, administrateur de classe B; et

d) Monsieur Mahmut IPSIRLI, administrateur de société, né le 10 juin 1979 à Kayseri (Turquie), résidant à Cavusbasi county Beykoz, Istanbul (Turquie), administrateur de classe A.

3. Conformément à l'article 51bis de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, Monsieur Mahmut IPSIRLI, pré-qualifié, est nommé représentant permanent de l'administratrice mentionnée ci-avant sous a).

4. Le nombre de commissaires aux comptes est fixé à un (1), et la personne suivante est nommée en tant que commissaire aux comptes de la Société pour un mandat de six (6) ans:

La société anonyme constituée et existant sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg "COMPTASSIT S.A.", établie et ayant son siège social à L-1217 Luxembourg, 12, rue de Bastogne, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 161086.

5. Faisant usage de la faculté offerte par le point 3) des dispositions transitoires, l'actionnaire unique nomme, pour un mandat de six (6) ans, Monsieur Mahmut IPSIRLI, pré-qualifié, comme administrateur-délégué, avec tous pouvoirs d'engager valablement la Société en toutes circonstances et sans restrictions par sa signature individuelle.

Frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte, est évalué approximativement à mille cent euros.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais et le français, déclare par les présentes, qu'à la requête de la partie comparante le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête de la même partie comparante, et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte au Mandataire de la partie comparante, agissant comme dit ci-avant, connu du notaire par nom, prénom, état civil et domicile, ledit Mandataire a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: C. DOSTERT, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C. 2, le 18 juin 2015. 2LAC/2015/13567. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): André MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée.

Luxembourg, le 29 juin 2015.

Référence de publication: 2015104429/463.

(150114494) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2015.

BlueNox S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1145 Luxembourg, 59, rue des Aubépines.

R.C.S. Luxembourg B 198.052.

—
STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the twenty-second day of June,

before Maître Martine Schaeffer, notary, residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), acting in replacement of Maître Marc Loesch, notary, residing in Mondorf-les-Bains (Grand Duchy of Luxembourg), momentarily absent, the latter remaining depositary of the present deed.

THERE APPEARED:

MCAP Mittelstand Capital Partners AG, a limited liability company (Aktiengesellschaft) incorporated under the laws of Switzerland, having its registered office at Buchgrindelstrasse 13, CH-8620 Wetzikon, Switzerland and registered with the Registre de Commerce du Canton de Zurich under number CHE-113.992.789,

here represented by Frank Stolz-Page, notary clerk, professionally residing in Mondorf-les-Bains, Grand Duchy of Luxembourg,

by virtue of a power of attorney under private seal given on June 17, 2015.

Such appearing party, in the capacity in which it acts, has requested the undersigned notary, to state as follows the articles of association of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated.

Art. 1. Name. There exists a private limited liability company (société à responsabilité limitée) by the name of BlueNox S.à r.l. (the Company).

Art. 2. Corporate object. The object of the Company is to carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the acquisition of participations in Luxembourg and foreign companies, in any form whatsoever, and the administration, management, control and development of those participations.

The Company may use its funds to establish, manage, develop and dispose of its assets as they may be composed from time to time, to acquire, invest in and dispose of any kinds of property, tangible and intangible, movable and immovable, and namely but not limited to, its portfolio of securities of whatever origin, to participate in the creation, acquisition, development and control of any enterprise, to acquire, by way of investment, subscription, underwriting or option, securities, and any intellectual property rights and real estate, to realise them by way of sale, transfer, exchange or otherwise and to develop them. The Company may receive or grant licenses on intellectual property rights.

The Company may borrow in any form, except by way of public offer. It may issue by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt securities in registered form and subject to transfer restrictions. The Company may lend funds including the proceeds of any borrowings and/or issues of debt securities to its subsidiaries or affiliated companies.

The Company may, within the limits of the law, give guarantees and grant security in favour of third parties to secure its obligations and the obligations of companies in which the Company has a direct or indirect participation or interest and to companies which form part of the same group of companies as the Company and it may grant any assistance to such companies, including, but not limited to, assistance in the management and the development of such companies and their portfolio, financial assistance, loans, advances or guarantees. It may pledge, transfer, encumber or otherwise create security over some or all its assets.

The Company may carry out any commercial, industrial, financial, personal, and real estate operations, which are directly or indirectly connected with its corporate purpose or which may favour its development.

Art. 3. Duration. The Company is formed for an unlimited period of time.

Art. 4. Registered office. The registered office is established in Luxembourg.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders. It may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the manager/board of managers of the Company.

The Company may not establish branches or permanent establishments outside the Grand Duchy of Luxembourg.

Art. 5. Share capital. The Company's subscribed share capital is fixed at twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) represented by twelve thousand five hundred (12,500) shares having a nominal value of one Euro (EUR 1.-) per share each.

Art. 6. Amendments to the share capital. The share capital may be changed at any time by a decision of the sole shareholder or by decision of the shareholder meeting, in accordance with article 14 of these articles of association.

Art. 7. Profit sharing. Each share entitles to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

Art. 8. Transfer of shares. In case of a sole shareholder, the Company's shares held by the sole shareholder are freely transferable.

In case of plurality of shareholders, the transfer of shares inter vivos to third parties must be authorised by the general meeting of the shareholders who represent at least three-quarters of the paid-in capital of the Company. No such authorisation is required for a transfer of shares among the shareholders.

The transfer of shares mortis causa to third parties must be accepted by the shareholders who represent three-quarters of the rights belonging to the surviving shareholders.

The requirements of articles 189 and 190 of the Luxembourg act dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the Companies Act) will apply.

Art. 9. Redemption of shares. The Company shall have power to acquire shares in its own capital provided that the Company has sufficient distributable reserves or funds to that effect.

The acquisition and disposal by the Company of shares held by it in its own share capital shall take place by virtue of a resolution of and on the terms and conditions to be decided upon by the sole shareholder or the general meeting of the shareholders. The quorum and majority requirements applicable for amendments to the articles of association shall apply in accordance with article 14 of these articles of association.

Art. 10. Death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the shareholders. The death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the sole shareholder or of one of the shareholders will not terminate the Company.

Art. 11. Management. The Company is managed by one or more managers. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers. The manager(s) need not to be shareholders. The manager(s) are appointed, revoked and replaced by a decision of the general meeting of the shareholders, adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

The general meeting of the shareholders may at any time and ad nutum (without cause) dismiss and replace the manager or, in case of plurality, any one of them.

In dealing with third parties, the manager(s) will have all powers to act in all circumstances in the name and on behalf of the Company and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects and provided the terms of this article 11 have been complied with.

All powers not expressly reserved by law or the present articles of association to the general meeting of the shareholders fall within the power of the manager, or in case of plurality of managers, of the board of managers.

The Company shall be bound by the sole signature of its sole manager, and, in the case of plurality of managers, by the joint signature of any two managers.

The manager, or in case of plurality of managers, any two managers may sub-delegate his or their powers for specific tasks to one or several ad hoc agents. The manager, or in case of plurality of managers, the delegating managers will determine this agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency.

The manager, or in case of plurality of managers, any two managers may appoint a person professionally residing in Luxembourg, either a manager or not, who shall have full authority to act on behalf of the Company in all matters concerning the daily management and affairs of the Company. Within the scope of the daily management, the Company shall be bound by the sole signature, as the case may be, of the person appointed to that effect in accordance with this paragraph.

In case of plurality of managers, the resolutions of the board of managers shall be adopted by the majority of the managers present or represented. The board of managers can deliberate or act validly only if at least the majority of its members are present or represented at a meeting of the board of managers.

A chairman pro tempore of the board of managers may be appointed by the board of managers for each board meeting of the Company. The chairman, if one is appointed, will preside at the meeting of the board of managers for which he has been appointed. The board of managers will appoint a chairman pro tempore, if one is appointed, by vote of the majority of the managers present or represented at the board meeting.

In the case of plurality of managers, written notice of any meeting of the board of managers will be given to all managers, in writing or by telefax or electronic mail (e-mail), at least hours in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency. A meeting of the board of managers can be convened by any manager. This notice may be waived if all the managers are present or represented, and if they state that they have been informed on the agenda of the meeting. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by a resolution of the board of managers.

A manager may act at a meeting of the board of managers by appointing in writing or by telefax or electronic mail (e-mail) another manager as his proxy. A manager may also participate in a meeting of the board of managers by conference call, videoconference or by other similar means of communication allowing all the managers taking part in the meeting to be identified and to deliberate. The participation by a manager in a meeting by conference call, videoconference or by other similar means of communication mentioned above shall be deemed to be a participation in person at such meeting and the meeting shall be deemed to be held at the registered office of the Company. The decisions of the board of managers will be recorded in minutes to be held at the registered office of the Company and to be signed by any managers attending the board meeting, or by the chairman of the board of managers, if one has been appointed. Proxies, if any, will remain attached to the minutes of the relevant meeting.

Notwithstanding the foregoing, a resolution of the board of managers may also be passed in writing in which case the minutes shall consist of one or several documents containing the resolutions and signed by each and every manager. The date of such circular resolutions shall be the date of the last signature. A meeting of the board of managers held by way of such circular resolutions is deemed to be held in Luxembourg.

Art. 12. Liability of the manager(s). The manager or the managers (as the case may be) assume, by reason of his/their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by him/them in the name of the Company.

Art. 13. General meetings of the shareholders. An annual general meeting of the shareholder(s) shall be held at the registered office of the Company, or at such other place in the municipality of its registered office as may be specified in the notice of meeting.

Other general meetings of the shareholder(s) may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

As long as the Company has no more than twenty-five (25) shareholders, resolutions of shareholder(s) can, instead of being passed at general meetings, be passed in writing by all the shareholders. In this case, each shareholder shall be sent an explicit draft of the resolution(s) to be passed, and shall vote in writing (such vote to be evidenced by letter or telefax or electronic mail (e-mail) transmission).

Art. 14. Shareholders' voting rights, quorum and majority. The sole shareholder assumes all powers conferred to the general meeting of the shareholders.

In case of a plurality of shareholders, each shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of shares, which he owns. Each shareholder has voting rights commensurate with his shareholding. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

However, resolutions to alter the articles of association of the Company may only be adopted by the majority in number of the shareholders owning at least three quarters of the Company's share capital and the nationality of the Company can only be changed by unanimous vote, subject to the provisions of the Companies Act.

Art. 15. Financial year. The Company's year starts on the 1st of August of each year and ends on the 31st of July of the following year.

Art. 16. Financial statements. Each year, with reference to 31st July, the Company's accounts are established and the manager, or in case of plurality of managers, the board of managers prepare an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 17. Appropriation of profits, reserves. The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortisation and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company is allocated to a statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's nominal share capital. The general meeting shall determine how the remainder of the annual net profits will be disposed of.

Art. 18. Liquidation. At the time of winding up of the company the liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the shareholders who shall determine their powers and remuneration.

Art. 19. Statutory auditor - External auditor. In accordance with article 200 of the Companies Act, the Company needs only to be audited by a statutory auditor (commissaire) if it has more than 25 (twenty-five) shareholders. An external auditor (réviseur d'entreprises agréé) needs to be appointed whenever the exemption provided by article 69 (2) of the Luxembourg act dated 19 December 2002 on the trade and companies register and on the accounting and financial accounts of companies does not apply.

Art. 20. Reference to legal provisions. Reference is made to the provisions of the Companies Act for all matters for which no specific provision is made in these articles of association.

Subscription and payment

All shares have been subscribed by MCAP Mittelstand Capital Partners AG, prenamed, represented as stated above and have been fully paid-up by a contribution in cash in an amount of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-), so that the sum of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) is at the free disposal of the Company; evidence of which has been given to the undersigned notary.

Transitory Provision

The first financial year shall begin today and it shall end on July 31, 2015.

Estimate of costs

The expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated to be approximately one thousand four hundred euro (EUR 1,400).

Extraordinary General Meeting

Immediately after the incorporation, the sole shareholder representing the entire subscribed capital of the Company has herewith adopted the following resolutions:

1. The number of managers is set at one (1). The meeting appoints as sole manager (gérant unique) of the Company for an unlimited period of time:

Mr. Godfrey Abel, born on July 2, 1960 in Brixworth, United Kingdom, residing at 30, rue de Crécy, L-1364 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

2. The registered office of the Company is established at 59, rue des Aubépines, L-1145 Luxembourg.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a German version; at the request of the same appearing party, in case of discrepancies between the English and the German texts, the English version will be prevailing.

Whereof the present notarial deed is drawn in Luxembourg, on the date stated above.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, the proxyholder of the appearing party signed together with the notary, the present original deed.

Es folgt die deutsche Übersetzung:

Im Jahre zweitausend und fünfzehn, am zweiundzwanzigsten Juni, vor dem unterzeichnenden Notar Martine Schaeffer, mit dem Amtssitz in Luxemburg, (Großherzogtum Luxemburg), handelnd in Vertretung ihres verhinderten Kollegen Notar Marc Loesch, mit dem Amtssitz in Bad-Mondorf, (Großherzogtum Luxemburg),

IST ERSCHIENEN:

MCAP Mittelstand Capital Partners AG, eine Aktiengesellschaft, nach Schweizer Recht gegründet, mit Gesellschaftssitz in Buchgrindelstrasse 13, CH-8620 Wetzikon, Schweiz, eingetragen beim Handelsregister von Zurich unter der Nummer-CHE-113.992.789,

vertreten durch Herrn Frank Stolz, Notarschreiber, mit Berufsanschrift in Bad-Mondorf,

aufgrund einer am 17. Juni 2015 unter Privatschrift ausgestellten Vollmacht.

Die Vollmacht wird, nach Unterzeichnung ne varietur durch den Vertreter des Erschienenen und den unterzeichneten Notar dieser Urkunde als Anlage beigefügt und zusammen mit dieser zur Eintragung eingereicht.

In seiner oben angegebenen Eigenschaft ersucht der Erschienene den unterzeichneten Notar, die Satzung einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung, die er hiermit gründet, wie folgt zu beurkunden.

Art. 1. Name. Es besteht hiermit eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) unter der Bezeichnung BlueNox S.à r.l. (die Gesellschaft).

Art. 2. Gesellschaftszweck. Zweck der Gesellschaft ist die Ausführung aller Aktivitäten die direkt oder indirekt mit dem Erwerb von Beteiligungen an luxemburgischen oder ausländischen Gesellschaften, in welcher Form auch immer diese

gegründet sein mögen, zusammenhängen, sowie die Verwaltung, Geschäftsleitung, Kontrolle und Verwertung dieser Beteiligungen.

Die Gesellschaft kann ihre Mittel zur Schaffung, Verwaltung, Verwertung und Liquidation eines aus Vermögenswerten jeglicher Herkunft zusammengestellten Portfolios verwenden, zum Erwerb von Vermögensgegenständen jeglicher Art, zur Investition in solche Vermögenswerte und zu deren Verkauf, seien diese materieller oder immaterieller, beweglicher oder unbeweglicher Natur, insbesondere, Wertpapierportfolios jeglicher Herkunft. Sie kann ihre Mittel einsetzen, um sich an der Gründung, dem Erwerb, der Entwicklung und Kontrolle jeglichen Unternehmens zu beteiligen, um Wertpapiere und geistiges Eigentum und Immobilien durch Einlage, Zeichnung oder im Wege einer Kaufoption zu erwerben, durch Verkauf, Abtretung, Tausch oder in sonstiger Weise darüber zu verfügen und sie weiterzuentwickeln. Die Gesellschaft kann Lizenzen vergeben und Rechte an geistigem Eigentum übertragen.

Die Gesellschaft darf sich Finanzmittel und Kredite jeder Art beschaffen, nicht jedoch öffentliche Anleihen begeben. Sie darf allein im Wege der nicht öffentlichen Ausgabe Emissionen, Schuldverschreibungen, Anleihen, Schuldscheine sowie jede Art von Namenspapieren begeben. Die Gesellschaft kann ebenso Kredite an ihre Tochtergesellschaften und Schwestergesellschaften vergeben, dies auch dann, wenn sie entsprechende Mittel durch einen Kredit oder die Ausgabe von Wertpapieren bezieht.

Die Gesellschaft darf, im Rahmen der legalen Bestimmungen, Dritten Garantien und Sicherheiten gewähren, um ihre Verpflichtungen und die der Gesellschaften, an denen sie eine direkte oder indirekte Beteiligung hält und die Verpflichtungen der Gesellschaften, die derselben Unternehmensgruppe angehören, zu; außerdem darf sie diese Gesellschaften unterstützen, indem sie sie unter anderem bei deren Verwaltung und Entwicklung sowie der Verwaltung und Entwicklung deren Portfolios unterstützt und sie finanziell durch Kredite, Darlehen und Garantien absichert. Sie darf ihre Aktiva ganz oder teilweise verpfänden, abtreten, belasten oder auf jede andere Art und Weise besichern.

Die Gesellschaft kann alle Aktivitäten kommerzieller, industrieller und finanzieller Art, die Rechte an beweglichen oder unbeweglichen Gegenständen betreffen, ausführen, soweit sie in Zusammenhang mit ihrem Gesellschaftszweck stehen oder ihrer Entwicklung förderlich sind.

Art. 3. Dauer. Die Gesellschaft ist auf unbestimmte Zeit gegründet.

Art. 4. Sitz der Gesellschaft. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Luxemburg.

Durch einfachen Beschluss der Gesellschafterversammlung kann der Sitz an jeden anderen Ort im Großherzogtum Luxemburg verlegt werden. Er kann innerhalb der Gemeinde durch einfachen Beschluss des Geschäftsführers oder des Geschäftsführerrats verlegt werden.

Die Gesellschaft darf keine Zweigniederlassungen oder Betriebsstätten außerhalb des Großherzogtums Luxemburg errichten und unterhalten.

Art. 5. Kapital der Gesellschaft. Das Gesellschaftskapital beträgt zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500,-), eingeteilt in zwölftausendfünfhundert (12.500) Anteile mit einem Nennwert von je einem Euro (EUR 1) pro Anteil.

Art. 6. Änderungen des Gesellschaftskapitals. Das Gesellschaftskapital kann jederzeit gemäß Artikel 14 dieser Satzung durch einen Beschluss des Alleingeschafters oder der Gesellschafterversammlung geändert werden.

Art. 7. Gewinnbeteiligung. Jedem Anteil entspricht ein im Verhältnis zu der Gesamtzahl der Anteile stehendes Anrecht auf die Aktiva und die Gewinne der Gesellschaft.

Art. 8. Übertragung von Gesellschaftsanteilen. Anteile eines Alleingeschafters sind frei übertragbar.

Bei mehreren Gesellschaftern kann die Übertragung von Anteilen auf Dritte im Wege eines Rechtsgeschäfts unter Lebenden nur mit Genehmigung durch die Gesellschafterversammlung erfolgen, wobei für eine solche Genehmigung eine Mehrheit von/an Stimmen erreicht werden muss, die mindestens drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertreten. Für die Übertragung von Anteilen unter Gesellschaftern der Gesellschaft bedarf es einer solchen Genehmigung nicht.

Die Übertragung der Anteile an Dritte im Falle des Todes eines Geschafters bedarf der Zustimmung von mindestens drei Viertel der überlebenden Geschafter.

In jedem Fall müssen die Bestimmungen der Artikel 189 und 190 des abgeänderten Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften (das Gesetz von 1915) eingehalten werden.

Art. 9. Rückkauf von Anteilen. Die Gesellschaft ist ermächtigt, Anteile an ihrem eigenen Gesellschaftskapital zu kaufen, soweit sie über genügend verfügbare Reserven verfügt.

Die Gesellschaft kann Anteile an ihrem eigenen Gesellschaftskapital nur auf Grund eines entsprechenden Beschlusses durch die Gesellschafterversammlung bzw. durch einen entsprechenden Alleingeschaftersbeschluss zu den in dem zum Eigenanteilerwerb ermächtigenden Beschluss festgelegten Bedingungen erwerben oder veräußern. Derartige Beschlüsse unterliegen hinsichtlich der Beschlussfähigkeit und der erforderlichen Mehrheit den in Artikel 14 der Satzung niedergelegten Voraussetzungen einer Satzungsänderung.

Art. 10. Tod, Aberkennung der bürgerlichen Rechte, Zahlungsunfähigkeit oder Konkurs der Geschafter. Das Bestehen der Gesellschaft bleibt unberührt vom Tode, der Aberkennung der bürgerlichen Rechte, der Zahlungsunfähigkeit oder dem Konkurs eines Geschafters. Dies gilt auch im Falle eines Alleingeschafters.

Art. 11. Geschäftsführung. Die Gesellschaft hat einen oder mehrere Geschäftsführer. Wenn mehrere Geschäftsführer bestellt werden, bilden sie einen Geschäftsführerrat. Der (die) Geschäftsführer muss (müssen) kein(e) Gesellschafter sein. Der (die) Geschäftsführer wird (werden) durch die Gesellschafterversammlung ernannt, abberufen und ersetzt, wobei eine Mehrheit von/an Stimmen erreicht werden muss, die mindestens die Hälfte des Gesellschaftskapitals vertritt.

Die Gesellschafterversammlung kann jederzeit den Geschäftsführer, oder wenn mehrere Geschäftsführer bestellt wurden, jeden von ihnen ad nutum (ohne Angabe von Gründen) abberufen und ersetzen.

Der oder die Geschäftsführer haben umfassende Vertretungsmacht, die Gesellschaft gegenüber Dritten zu vertreten und alle Handlungen und Geschäfte, die in Zusammenhang mit dem Gesellschaftszweck stehen, auszuführen, sofern die Regelungen dieses Artikels 11 beachtet werden.

Der Geschäftsführer oder, bei einer Mehrheit von Geschäftsführern, der Geschäftsführerrat, ist zuständig in allen Angelegenheiten, die nicht ausdrücklich durch Gesetz oder durch diese Satzung der Gesellschafterversammlung zugewiesen sind.

Wenn die Gesellschaft nur einen Geschäftsführer hat, wird sie durch die Unterschrift des Geschäftsführers verpflichtet; bei Mehrheit von Geschäftsführern wird die Gesellschaft durch die gemeinschaftliche Unterschrift zweier Geschäftsführer verpflichtet.

Der Geschäftsführer, oder, im Fall einer Mehrheit von Geschäftsführern, zwei Geschäftsführer gemeinschaftlich, kann bzw. können seine/ihre Befugnisse in Anbetracht bestimmter Handlungen an einen oder mehrere ad-hoc-Bevollmächtigte delegieren. Der Geschäftsführer, oder im Fall von mehreren Geschäftsführern, die jeweiligen Geschäftsführer, der (die) seine (ihre) Befugnisse delegiert (delegieren), legt (legen) die Verantwortlichkeiten und die Vergütung des Bevollmächtigten (wenn das Mandat vergütet wird), die Dauer der Bevollmächtigung und alle anderen relevanten Bedingungen fest.

Der Geschäftsführer, oder, im Fall einer Mehrheit von Geschäftsführern, zwei Geschäftsführer gemeinschaftlich, kann bzw. können eine Person, die in Luxemburg geschäftsansässig ist und die nicht Geschäftsführer der Gesellschaft sein muss, ermächtigen, die Gesellschaft in allen Angelegenheiten und Belangen des Tagesgeschäfts der Gesellschaft zu vertreten. Im Rahmen des Tagesgeschäfts der Gesellschaft wird die Gesellschaft durch die alleinige Unterschrift der Person, die gemäß den Regelungen dieses Absatzes mit dem Tagesgeschäft betraut wurde, vertreten.

Wenn die Gesellschaft mehr als einen Geschäftsführer hat, werden die Beschlüsse des Geschäftsführerrates mit der Mehrheit der abgegebenen Stimmen der anwesenden oder vertretenen Geschäftsführer gefasst. Wenn die Gesellschaft mehrere Geschäftsführer hat, können Beschlüsse nur gefasst werden und kann der Geschäftsführerrat nur handeln, wenn mehr als die Hälfte der Geschäftsführer anwesend oder vertreten ist.

Der Geschäftsführerrat darf einen Vorsitzenden auf Zeit für jede Sitzung des Geschäftsführerrates wählen. Sofern ein Vorsitzender gewählt worden ist, führt dieser den Vorsitz der Sitzung, für die er gewählt wurde. Der Vorsitzende auf Zeit, sofern einer gewählt worden ist, wird von der Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Geschäftsführer gewählt.

Wenn die Gesellschaft mehr als einen Geschäftsführer hat, muss jede Sitzung wenigstens Stunden im Voraus schriftlich per Brief, Fax oder E-Mail gegenüber jedem Geschäftsführer einberufen werden, außer im Falle von Dringlichkeit. Eine Sitzung des Geschäftsführerrates kann von jedem Geschäftsführer einzeln einberufen werden. Wenn alle Geschäftsführer, ob anwesend oder vertreten, in der Sitzung erklären, dass sie über die Tagesordnung informiert wurden, kann auf die Einberufung verzichtet werden. Wenn eine Sitzung des Geschäftsführerrates zu einer Zeit und an einem Ort abgehalten wird, die vorher in einem Beschluss des Geschäftsführerrates festgelegt wurden, ist eine gesonderte Einberufung entbehrlich.

Jeder Geschäftsführer kann sich vertreten lassen, indem er per Brief, Fax oder E-Mail einen anderen Geschäftsführer zu seinem Vertreter bestellt. Jeder Geschäftsführer kann an einer Sitzung per Telefonkonferenz, Videokonferenz oder durch jedes andere ähnliche Kommunikationsmittel teilnehmen, das es den an der Sitzung teilnehmenden Geschäftsführern erlaubt, persönlich ausgewiesen an der Sitzung und an ihrer Beratung teilzunehmen. Ein Geschäftsführer, der an einer Sitzung des Geschäftsführerrates im Wege einer Telefon- oder Videokonferenz, oder über jedes andere, ähnliche Kommunikationsmittel (wie oben beschrieben) teilnimmt, gilt als persönlich anwesend; eine solche über Fernkommunikationsmittel abgehaltene Sitzung gilt als am Sitz der Gesellschaft abgehalten. Die Beschlüsse des Geschäftsführerrates werden in einem Sitzungsprotokoll festgehalten, welches am Sitz der Gesellschaft aufbewahrt wird und von den an der Sitzung teilnehmenden oder vertretenen Geschäftsführern, im Falle einer von einem Vorsitzenden geleiteten Sitzung, von diesem unterschrieben wird. Die Vertretungsvollmachten, sofern diese ausgestellt wurden, sind dem Protokoll als Anlage beizufügen.

Ungeachtet der vorhergehenden Bestimmungen können Beschlüsse des Geschäftsführerrates auch auf schriftlichem Wege gefasst werden (Umlaufbeschlüsse) und aus einem oder mehreren Dokumenten bestehen, die die Beschlüsse enthalten, wenn sie von allen Mitgliedern des Geschäftsführerrates unterschrieben werden. Als Datum der Beschlussfassung eines solchen Umlaufbeschlusses gilt das Datum der letzten Unterschrift. Ein Umlaufbeschluss gilt als Sitzung, die in Luxemburg stattgefunden hat.

Art. 12. Verbindlichkeiten des Geschäftsführers/der Geschäftsführer. Der/die Geschäftsführer (je nachdem) haftet/en nicht persönlich für im Rahmen ihrer Funktion ordnungsgemäß im Namen der Gesellschaft eingegangene Verbindlichkeiten.

Art. 13. Generalversammlung der Gesellschafter. Eine jährliche Generalversammlung des Alleingesellschafters oder bei einer Mehrheit von Gesellschaftern der Gesellschafter wird am Sitz der Gesellschaft abgehalten, oder an jedem anderen in der Gemeinde des Gesellschaftssitzes befindlichen Ort, der im Einberufungsschreiben angegeben wird.

Andere Versammlungen des Alleingesellschafters oder bei einer Mehrheit von Gesellschaftern der Gesellschafter können jederzeit an jedem beliebigen Ort abgehalten werden, der im jeweiligen Einberufungsschreiben angegeben wird.

Solange die Gesellschaft nicht mehr als 25 (fünfundzwanzig) Gesellschafter hat, dürfen Gesellschafterbeschlüsse schriftlich von allen Gesellschaftern gefasst werden, ohne dass es einer Generalversammlung bedarf. In diesem Fall, muss ein präziser Entwurf des Beschlusses oder der anzunehmenden Beschlüsse an jeden Gesellschafter geschickt werden, und jeder Gesellschafter gibt seine Stimme schriftlich ab (die Abstimmung kann durch Brief, Fax oder E-Mail erfolgen).

Art. 14. Stimmrecht der Gesellschafter, Beschlussfähigkeit und Mehrheit. Ein Alleingesellschafter vereinigt alle Befugnisse der Gesellschafterversammlung auf sich.

Im Falle einer Mehrheit von Gesellschaftern hat jeder Gesellschafter das Recht, an gemeinsamen Entscheidungen teilzunehmen, unabhängig von seiner Kapitalbeteiligung. Jeder Gesellschafter hat so viele Stimmen, wie Anteile auf ihn entfallen. Im Falle einer Mehrheit von Gesellschaftern werden gemeinsame Beschlüsse rechtskräftig angenommen, wenn sie durch Gesellschafter, die mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals vertreten, angenommen werden.

Änderungen der Satzung der Gesellschaft können, sofern das Gesetz von 1915 nichts anderes zulässt, jedoch nur durch eine Stimmenmehrheit von Gesellschaftern verabschiedet werden, welche mindestens drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertreten; die Änderung der Nationalität der Gesellschaft kann nur einstimmig beschlossen werden.

Art. 15. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am 1. August eines jeden Jahres und endet am 31. Juli des darauffolgenden Jahres.

Art. 16. Finanzberichte. Jedes Jahr zum 31. Dezember werden die Bücher der Gesellschaft für das abgelaufene Geschäftsjahr geschlossen und die Bilanz und die Gewinn- und Verlustrechnung vom Geschäftsführer oder, im Falle einer Mehrheit von Geschäftsführern, vom Geschäftsführerrat, aufgestellt.

Jeder Gesellschafter kann am Gesellschaftssitz Einsicht in die Bilanz und in die Gewinn- und Verlustrechnung nehmen.

Art. 17. Gewinnverteilung - Rücklagen. Der Nettogewinn der Gesellschaft errechnet sich aus dem Bruttogewinn nach Abzug aller Kosten und Abschreibungen. Aus dem Nettogewinn der Gesellschaft sind fünf Prozent (5%) in die Bildung einer gesetzlichen Rücklage einzubringen, bis diese Rücklage betragsmäßig zehn Prozent (10%) des gezeichneten Gesellschaftskapitals erreicht. Die Gesellschafterversammlung entscheidet wie der restliche Jahresreingewinn verwendet wird.

Art. 18. Auflösung - Abwicklung. Nach Auflösung der Gesellschaft wird die Abwicklung durch einen oder mehrere Liquidatoren, die Gesellschafter sein können, durchgeführt. Der Liquidator bzw. die Liquidatoren werden durch die Gesellschafter unter Festlegung ihrer Befugnisse und Vergütungen ernannt.

Art. 19. Aufsicht und Kontrolle. Gemäß Artikel 200 des Gesetzes von 1915 muss die Gesellschaft einen Wirtschaftsprüfer (commissaire) ernennen, wenn sie mehr als 25 (fünfundzwanzig) Gesellschafter hat. Ein unabhängiger Wirtschaftsprüfer (réviseur d'entreprises agréé) muss ernannt werden, wenn die Befreiung nach Artikel 69 (2) des Gesetzes vom 19. Dezember 2002 über das Handelsregister und die Buchführung von Gesellschaften keine Anwendung findet.

Art. 20. Verweis auf gesetzliche Bestimmungen. Alle Angelegenheiten, die nicht durch die vorliegende Satzung geregelt werden, unterliegen dem Gesetz von 1915.

Zeichnung und Einzahlung

Die Anteile wurden von MCAP Mittelstand Capital Partners AG, oben genannt gezeichnet und wurden vollständig in bar mit einer Summe von zwölf tausend fünf hundert Euro (EUR 12.500,-) eingezahlt, so dass die Summe von zwölf tausend fünf hundert Euro (EUR 12.500,-) ab sofort der Gesellschaft zur Verfügung steht; ein entsprechender Nachweis wurde dem unterzeichneten Notar gegenüber erbracht.

Übergangsbestimmung

Das erste Geschäftsjahr beginnt heute und endet am 31. Juli 2015.

Kosten

Die Kosten und Auslagen, die der Gesellschaft für diese Gründung entstehen oder die sie zu tragen hat, belaufen sich auf ungefähr eintausend vierhundert Euro (EUR 1.400).

Generalversammlung des Gesellschafters nach der Gründung

Im Anschluss an die Gründung der Gesellschaft hat der oben genannte Gesellschafter, der das gesamte gezeichnete Gesellschaftskapital auf sich vereinigt, folgende Beschlüsse gefasst:

1. Der Geschäftsführerrat hat ein (1) Mitglieder. Zu Geschäftsführern der Gesellschaft wird folgende Person für eine unbestimmte Zeit ernannt:

Herr Godfrey Abel, geboren am 2. Juli 1960 in Brixworth, Grossbritannien, wohnhaft in 30, rue de Crécy, L-1364 Luxemburg, Grossherzogtum Luxemburg.

2. Der Sitz der Gesellschaft wird unter folgender Anschrift festgesetzt: 59, rue des Aubépines, L-1145 Luxemburg.

Der unterzeichnende Notar, der der englischen Sprache mächtig ist, erklärt hiermit, dass auf Ersuchen der erschienenen Partei diese Urkunde in englischer Sprache verfasst und mit einer deutschen Übersetzung versehen ist und dass im Falle einer Abweichung des englischen Textes vom deutschen Text der englische Text maßgebend ist.

Worüber Urkunde, Aufgenommen in Luxemburg, zum eingangs genannten Datum.

Nach Vorlesen und Erklärung alles Vorstehenden haben der Bevollmächtigte der erschienenen Partei mit uns, dem unterzeichnenden Notar, die vorliegende Urkunde unterschrieben.

Signé: F. Stolz-Page, M. Schaeffer.

Enregistré à Grevenmacher A.C., le 26 juin 2015. GAC/2015/5371. Reçu soixante-quinze euros. 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Pour expédition conforme.

Mondorf-les-Bains, le 1^{er} juillet 2015.

Référence de publication: 2015104613/381.

(150115279) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juillet 2015.

Steinhäuser Investments, S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2241 Luxembourg, 30, rue Tony Neuman.

R.C.S. Luxembourg B 135.325.

—
EXTRAIT

Le Conseil d'Administration du 30 avril 2015 a décidé de transférer le siège social de la société de L-1511 Luxembourg, 121 Avenue de la Faïencerie à L-2241 Luxembourg, 30 rue Tony Neuman, avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Howald.

Signature.

Référence de publication: 2015108240/12.

(150118655) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2015.

BGV Bayerische Grundvermögen III SICAV-FIS, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 128.982.

—
Im Jahr zweitausendfünfzehn, den zehnten Tag des Monats Juni;

Vor dem unterzeichneten Notar Carlo WERSANDT, mit dem Amtssitz in Luxemburg, (Großherzogtum Luxemburg); wurde eine außerordentliche Gesellschafterversammlung der Anteilhaber der BGV Bayerische Grundvermögen III SICAV-FIS (die Gesellschaft) mit Gesellschaftssitz in 13-15, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, gegründet am 14. Juni 2007 aufgrund notarieller Urkunde aufgenommen von Herrn HELLINCKX, Notar mit Amtssitz in Luxemburg-Stadt, Großherzogtum Luxemburg, veröffentlicht im Mémorial C du Grand-Duché de Luxembourg, Recueil des Sociétés et Associations (Mémorial C), N° 1481 am 18. Juli 2007, abgeändert gemäß Urkunde von Herrn HELLINCKX, Notar mit Amtssitz in Luxemburg-Stadt am 26. Februar 2009, veröffentlicht im Mémorial C N°686 vom 30. März 2009 und registriert im luxemburgischen Handelsregister unter Nummer B 128982, abgehalten.

Die Versammlung begann um 13.30 Uhr unter dem Vorsitz von Herrn Marco BREHM, Verwaltungsratsmitglied, mit Geschäftsadresse in Munsbach, Großherzogtum Luxemburg. Der Vorsitzende ernannte Herrn Oliver WOLF, Administrator mit Geschäftsadresse in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, zum Schriftführer und Stimmzähler der Versammlung. Der Vorsitzende und der Schriftführer und Stimmzähler wurden im Folgenden gemeinschaftlich als Mitglieder der Versammlungsleitung oder als Versammlungsleitung bezeichnet.

1. Nachdem die Versammlungsleitung auf diese Weise konstituiert wurde, erklärt der Vorsitzende zu Protokoll:

1.1 Die anwesenden oder vertretenen Anteilhaber und die Zahl ihrer Anteile sind auf einer Anwesenheitsliste angegeben. Die Anwesenheitsliste sowie die Vollmachten, welche von den Anteilhabern oder deren Bevollmächtigten sowie den Mitgliedern der Versammlungsleitung unterzeichnet wurden, werden gegenwärtiger Urkunde zusammen mit den Vollmachten beigelegt.

1.2 Aus der Anwesenheitsliste ergibt sich, dass 94,13 % des Kapitals der Gesellschaft anwesend oder vertreten sind. Die anwesenden oder vertretenen Anteilhaber erklären, dass sie ordnungsgemäß geladen und über die Tagesordnung informiert wurden. Die Versammlung ist damit ordnungsgemäß zusammengetreten und kann wirksam über alle Punkte der Tagesordnung entscheiden.

2. Die Tagesordnung lautete wie folgt:

(1) Feststellung und Genehmigung des Jahresabschlusses nebst Lagebericht der Gesellschaft für das zum 31. Dezember 2014 endende Geschäftsjahr der Gesellschaft.

(2) Beschluss zur Bestätigung der am 19. November 2014 vorgenommenen Zwischenaussschüttung gemäß Artikel 25 Absatz 4 der Satzung der Gesellschaft in Höhe von 4,5 % p.a. auf das durchschnittlich eingezahlte Kapital.

(3) Beschluss zur vollen und uneingeschränkten Entlastung der Verwaltungsratsmitglieder der Gesellschaft für ihre Tätigkeiten für das zum 31. Dezember 2014 endende Geschäftsjahr der Gesellschaft.

(4) Beschluss zur Wiedernennung von Pricewaterhouse Coopers, Société coopérative, 2, rue Gerhard Mercator, L-2182 Luxemburg zum Wirtschaftsprüfer der Gesellschaft bis zum Ende der ordentlichen Gesellschafterversammlung des Jahres 2016.

(5) Beschluss zur Wiederernennung von Frau Birgit Auktor als Mitglied des Verwaltungsrates bis zur nächsten ordentlichen Gesellschafterversammlung im Jahre 2016.

(6) Beschluss zur Ernennung von Herrn Norbert Palsa als Mitglied des Verwaltungsrates bis zur nächsten ordentlichen Gesellschafterversammlung im Jahre 2016.

(7) Beschluss zur Ernennung von Herrn Jörg Schwanitz als Mitglied des Verwaltungsrates bis zur nächsten ordentlichen Gesellschafterversammlung im Jahre 2016.

(8) Beschluss, im Hinblick auf die Vorgaben des luxemburgischen Gesetzes vom 12. Juli 2013 über Verwalter alternativer Investmentfonds (das Gesetz von 2013) den Artikel 3 der Satzung durch Hinzufügen eines weiteren Absatzes (3) abzuändern:

„Die Gesellschaft qualifiziert als alternativer Investmentfonds (der AIF) im Sinne des luxemburgischen Gesetzes vom 12. Juli 2013 über die Verwalter alternativer Investmentfonds (das Gesetz von 2013). Die Gesellschaft ist berechtigt als intern-verwalteter AIF, alle Maßnahmen und Rechtsgeschäfte zur Erfüllung der Anforderungen des Gesetzes von 2013 zu erfüllen. Es werden keine Nebendienstleistungen im Sinne des Gesetzes von 2013 erbracht. Alle zu erbringenden Dienstleistungen werden ausschließlich im Rahmen der eigenen Tätigkeit der Gesellschaft erbracht und ausschließlich bezogen auf das von der Gesellschaft gehaltene eigene Portfolio.“

(9) Beschluss der Neufassung der Satzung entsprechend der in dem Beschluss (8) beschlossenen Änderung und der beigefügten Satzung (die Neufassung-Satzung).

3. Nach Beratung fasste die Versammlung folgende Beschlüsse:

Erster Beschluss

Die Anteilsinhaber stellen den Jahresabschluss nebst Lagebericht der Gesellschaft für das zum 31. Dezember 2014 endende Geschäftsjahr der Gesellschaft fest und genehmigen diesen.

Zweiter Beschluss

Die Anteilsinhaber bestätigen und beschließen die am 19. November 2014 vorgenommene Zwischenaussschüttung gemäß Artikel 25 Absatz 4 der Satzung der Gesellschaft in Höhe von 4,5 % p.a. auf das durchschnittlich eingezahlte Kapital.

Dritter Beschluss

Die Anteilsinhaber beschließen die volle und uneingeschränkte Entlastung der Verwaltungsratsmitglieder der Gesellschaft für ihre Tätigkeiten für das zum 31. Dezember 2014 endende Geschäftsjahr der Gesellschaft.

Vierter Beschluss

Die Anteilsinhaber beschließen die Wiedernennung von Pricewaterhouse Coopers, Société coopérative, 2, rue Gerhard Mercator, L-2182 Luxemburg zum Wirtschaftsprüfer der Gesellschaft bis zum Ende der ordentlichen Generalversammlung des Jahres 2016.

Fünfter Beschluss

Die Anteilsinhaber beschließen die Wiederernennung von Frau Birgit Auktor als Mitglied des Verwaltungsrates bis zur nächsten ordentlichen Gesellschafterversammlung im Jahre 2016.

Sechster Beschluss

Die Anteilsinhaber beschließen die Ernennung von Herrn Norbert Palsa als Mitglied des Verwaltungsrates bis zur nächsten ordentlichen Gesellschafterversammlung im Jahre 2016.

Siebter Beschluss

Die Anteilsinhaber beschließen die Ernennung von Herrn Jörg Schwanitz als Mitglied des Verwaltungsrates bis zur nächsten ordentlichen Gesellschafterversammlung im Jahre 2016.

Achter Beschluss

Die Anteilshaber beschließen, im Hinblick auf die Vorgaben des Gesetzes von 2013 den Artikel 3 der Satzung durch Hinzufügen eines weiteren Absatzes (3) wie folgt abzuändern:

„Die Gesellschaft qualifiziert sich als alternativer Investmentfonds (der AIF) im Sinne des luxemburgischen Gesetzes vom 12. Juli 2013 über die Verwalter alternativer Investmentfonds (das Gesetz von 2013). Die Gesellschaft ist berechtigt als internverwalteter AIF, alle Maßnahmen und Rechtsgeschäfte zur Erfüllung der Anforderungen des Gesetzes von 2013 zu erfüllen.“

Neunter Beschluss

Die Anteilshaber beschließen die Neufassung der Satzung entsprechend der in dem acht en Beschluss beschlossenen Änderung.

Da somit die Tagesordnung erschöpft ist und kein weiterer Antrag und keine Wortmeldungen mehr vorliegen, schließt der Vorsitzende die Sitzung um

WORÜBER URKUNDE, errichtet wurde in Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die Mitglieder der Versammlungsleitung, haben dieselben zusammen mit dem amtierenden Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Signé: M. BREHM, O. WOLF, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C. 2, le 16 juin 2015. 2LAC/2015/13339. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): André MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée.

Luxembourg, le 29 juin 2015.

Référence de publication: 2015104635/102.

(150115011) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juillet 2015.

Kellner Group & Associés S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 123.267.

Par cette lettre, je vous informe de ma décision de démissionner de ma fonction d'administrateur de la société anonyme Kellner Group & Associés avec effet immédiat.

Bolligen, le 1^{er} juillet 2015.

Peter Haas.

Référence de publication: 2015104999/10.

(150115035) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juillet 2015.

Stratego Trust, Société Anonyme.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 370, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 81.625.

Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale ordinaire des actionnaires du 3 juin 2015

Les Administrateurs sortants ainsi que le réviseur d'entreprises agréé de la société sont réélus jusqu'à l'Assemblée Générale Ordinaire qui aura lieu en 2018.

Administrateurs:

Monsieur Michel Reynders, demeurant à 52, rue Louis XIV, L-1948 Luxembourg

Monsieur Dominique Fontaine, demeurant à 78, rue du Castel, B-6700 Arlon.

Monsieur Didier Mc Gaw, demeurant professionnellement au 33, Allée Scheffer L-2520 Luxembourg

Réviseur d'entreprises agréé:

HRT REVISION S.A., avec siège social au 163, rue du Kiem à L-8030 Strassen,

Pour extrait conforme

STRATEGO TRUST S.A.

Référence de publication: 2015103470/18.

(150113046) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2015.
